

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PERSONNALITÉ MORALE
EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ
A TRAVERS LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 18 Mars 1911 à 3 heures.

PAR

GEORGE M. POPESCO

Président : M. PILLET, *professeur.*
Suffragants { MM. GEOUFRE de la PRADELLE *prof.*
POLITIS, *agrégé.*

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine (VI^e)

—
1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

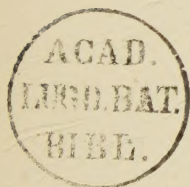
LA
PERSONNALITÉ MORALE
EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ
A TRAVERS LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 18 Mars 1911 à 3 heures.

PAR

GEORGE M. POPESCO



Président : M. PILLET, *professeur.*
Suffragants { MM. GEOUFRE de la PRADELLE *prof.*
POLITIS, *agrégé.*

PARIS
IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine (VI^e)

—
1911

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

ALEXANDRESCO. — Courrier judiciaire (Curierul judiciar)
N° 2, 1902.

ARMUIJON. — 1902, Revue de droit international.

BAUDRY ET FOURCADE. — Des personnes morales, T. I, 2^e éd.
N° 293 et suiv. et 3^e éd. 293.

BARTHELEMY. — Traité élémentaire de droit administratif
2^e éd.

BOUZDOUGAN. — Condițiunea a persoanelor morale străine
în România.

CAPITANT. — Introduction à l'étude du droit civil. Des
personnes juridiques p. 149, 2^e éd.

DEJARDINS. — Des droits en Roumanie d'un État étranger
appelé par testament à recueillir la succession d'un de
ses sujets (Clunet 1893, p. 1008).

DICEY. — Le statut personnel anglais, trad. Socquart.
2 vol.

DISSESCO. — *Dacă persoanelor morale străine au drept de
ființă în România (Dreptul, 1893, N° 85) (Si les per-
sonnes morales étrangères ont une existence en Rou-
manie).*

Care este condiția juridică a persoanelor străine în

Romania. (Quelle est la condition juridique des personnes étrangères en Roumanie).

FIORE. — Le droit international privé (traduc. Antoine),

GIRKE. — Deutsches privatrecht, T. I, § 58 et 5.

GEOUFRE DE LA PRADELLE. — Théorie et pratique de fondations perpétuelles 1895 (Thèse).

GIRARD. — Manuel élémentaire de droit romain, p. 233 et suiv.

HARIOU. — Précis de droit administratif, 5^e éd.

LAURENT. — Principes de droit civil, 3^e éd. T. I N^{os} 287 et suiv.

LAINÉ. — *a* Des personnes morales en droit international privé (Clunet 1893 p. 273 et suiv.) *b* Consultations pour le gouvernement royal hellénique, relat. à l'affaire Zappa (Archives diplomatiques N^o 40, 41, 1893).

LE JEUNE. — Du droit d'une personne morale étrangère de recueillir par succ. (Clunet 1893, p. 4126).

MARTENS. — Mémoire sur le conflit entre la Grèce et la Roumanie, concernant l'affaire Zappa.

MICHOUD. — La théorie de la personnalité morale et son application au droit français, 2 vol.

NEGULESCO D. — La personnalité morale (Thèse 1900).

NEGULESCO PAUL. — Dreptul Administratif p. 37 et suiv.
§ IV.

PETresco. — Studiu asupra persoanelor civile.

PILLET. — Le droit international privé, sa définition et son origine rationnelle (Clunet 1893, p. 348).

Les principes du droit international privé 1 volume in-8^o.

PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 2^e éd. T. I N^{os} 4953 et suiv.

RENAULT. — Du droit pour une personne morale étrangère de recueillir par succession un immeuble situé en France (Clunet 1893, p. 4118).

SALEILLES. — De la personnalité juridique : histoire et théories 1910.

SAVIGNY. — Traité de droit romain (trad. Guenoux, T II, p. 233 et suiv.

UNGER. — System des Ostereichische Crivatrechts, T I, p. 314.

Urseano Valerian (Afacerea) Zappa (Dreptul 1902, N° 7)

VAN DEN HEUVEL De la situation légale des associations sans but lucratif, 2 éd.

VAREILLES SOMMIÈRES (de). — Les personnes morales.

VOESTE. — Du droit d'une personne morale étrangère de recueillir par succession un immeuble situé en Belgique (Clunet 1893, p. 1123).

WEISS. — Traité théorique et pratique de droit international.

Consultation, fournie par la Faculté de droit de Berlin à l'occasion de la succession Zappa signée.

De Gneist, Derubourg, Hinschiecs Brunner, Hubler, Pernice, Gierke Eck, Kohler (Clunet 1893, p. 727).

INTRODUCTION

L'étude que nous nous proposons d'entreprendre a pour objet les droits des personnes morales dans la vie juridique internationale.

La question de savoir quels droits les personnes morales peuvent avoir au point de vue international est très discutée en doctrine et en jurisprudence. Son intérêt pratique est pourtant considérable.

La doctrine, s'inspirant d'arguments d'ordre juridique et utilitaire, s'est en général prononcée pour l'admission d'une thèse libérale. Au contraire, la jurisprudence se montre plus restrictive.

En Roumanie, ce problème fut passionnément discuté. C'est la question de droit international privé la plus intéressante et la plus retentissante qu'offrirent nos décisions judiciaires.

La discussion eut pour origine le litige auquel

donna lieu la dévolution héréditaire des biens d'Evenghélie Zappa. Les États roumain et grec étaient intéressés dans ce procès, à côté des héritiers du sang. L'opinion publique se passionna en Roumanie et nos jurisconsultes les plus éminents donnèrent leur avis sur le question. D'autre part, les États roumain et grec consultèrent les internationalistes étrangers les plus en vue. Il en résulta une littérature assez abondante sur la question. Nous en donnons l'indication dans notre bibliographie.

En Roumanie, la politique s'en mêla. L'opposition interpela le gouvernement. Les épisodes saillants de ce débat parlementaire furent les discours de M. Marghilomann et Sturdzea.

Le problème qui va faire l'objet de notre étude, réduit à sa plus simple expression, peut se formuler ainsi :

Est-il possible qu'une personne morale étrangère bénéficie des droits qui lui ont été reconnus par le pays où elle a été constituée, même en dehors des frontières de cet État? ou bien, au contraire, est-ce que ses droits ne s'étendent pas au delà du pays dans lequel elle a pris naissance? Pour qu'elle puisse exercer ses droits ailleurs que dans ce pays, doit-elle obtenir une reconnaissance de la part de la souveraineté territoriale?

Avant d'aborder ce problème, il nous semble indis-

pensable de préciser la nature juridique de ce sujet de droit qu'on appelle la personnalité morale.

Sur le terrain du droit civil, on a présenté trois théories principales dont nous devons fournir un exposé au début de nos explications. Ce sont les théories de la fiction, de la propriété collective et de réalité.

NATURE JURIDIQUE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

La nature juridique de la personne morale a suscité beaucoup de controverses. Les réponses que les juristes ont essayé d'apporter à cette question sont extrêmement variées. Elles constituent en quelque sorte un véritable musée.

On a prétendu que le phénomène de la personne morale s'expliquerait par une fiction, grâce à laquelle on imaginerait cette prétendue personne; on a aussi voulu y voir un patrimoine d'affectation, une propriété collective; d'autres l'ont considérée comme une réalité juridique; l'idée d'un organisme social en tout comparable aux organismes physiques a été soutenue on l'a même regardée comme un patrimoine sans maître.

Sans entrer dans une discussion approfondie de

tous ces systèmes, nous nous bornerons à l'exposé et à la critique des trois principales théories précédemment indiquées. Si nous agissons ainsi, c'est pour ce motif que ces thèses sont devenues en quelque sorte banales et que, par suite, elles sont susceptibles d'exercer une influence sur la vie juridique présente et à venir. Elles sont les seules qui comptent pratiquement. Or le droit est une science essentiellement pratique.

De fait, la théorie fictionniste, celle de la réalité et celle du patrimoine collectif ont été les seules qui aient été adoptées par une grande partie de la doctrine ou en jurisprudence. Voyons donc ce qu'elles valent.

THÉORIE DE LA PERSONNALITÉ FICTIVE

Pour expliquer les phénomènes juridiques qui se présentent sous la forme des corporations et des fondations la première théorie qui fut émise a été celle de la fiction.

Elle eut une grande fortune, et c'est celle seule qui régnait, il n'y a pas longtemps encore, dans la science. Mais, peu à peu, on accumula des objections contre elle, et nous la croyons aujourd'hui abandonnée par la majorité des auteurs (1).

Quant à la jurisprudence, elle se montra réfrac-

(1) Gierke. *Deutsches privatrecht*, t. I., p. 58; Michaud. *Théorie de la personnalité morale*; Saleilles, *De la personnalité juridique*; Mauriou, *Précis de droit administratif*; Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, se sont prononcés contre elle, en adoptant, avec des variantes, la théorie de la réalité. M. Planiol et Vareilles-Sommières en adoptant les théories de la propriété collectives et de la fiction doctrinale.

taire à ce mouvement critique et elle demeura, en général, fidèle à la thèse de la fiction (1).

On a présenté Savigny comme étant le créateur de cette théorie, mais il y a là une exagération. Dès l'époque romaine, en effet, nous trouvons certaines expressions des textes qui correspondent à l'idée d'une création artificielle. Cette tendance s'accrut à l'époque où les glossateurs furent les représentants les plus illustres de la science du droit (2).

En somme, le mérite du grand jurisconsulte allemand consiste à avoir présenté, pour la première fois, d'une manière synthétique, magistrale, la théorie de la fiction et à lui avoir donné sa formule définitive. Il l'exposa dans son célèbre *Traité de droit romain* (3).

Cette thèse séduisit un grand nombre de jurisconsultes français et allemands (4).

Les arguments principaux invoqués à son appui sont d'ordre rationnel ou utilitaire.

(1) Cass. française D. 1860, 1.144. Cass. Roumaine Dreptul 1881, N° 50. Cass. Roumaine Dreptul, 95, N° 78. Cour de Rucarest, affaire Zappa. Dreptul 96, N° 50. Cass. Roumaine, affaire Zappa 98, N° 32. Cour d'appel de Cassale (Italie) La Legge 99. 1. 409. Cassation Turin La Legge I. 1900. 258. Tribunal d'Odessa : Clunet p. 605, 1901.

(2) Saleilles, *op. cit.* p. 309.

(3) Savigny, *Traité de droit romain*, traduction Gouenaux.

(4) Laurent : *Principes du droit civil*, N° 287 et suiv. Ducrocq : *Cours de droit administratif* 5^e éd. Unger :

D'une part, on s'adresse à l'une des notions les plus élevées du droit, à celle du sujet de droit. D'autre part on fait intervenir les nécessités sociales et étatiques.

Souvent, d'ailleurs, ces deux arguments, se trouvent mêlés, comme si ceux qui les emploient étaient convaincus de leur insuffisance individuelle.

L'argument rationnel repose sur cette idée que l'homme seul peut être un sujet de droit dont l'existence s'impose au législateur. L'homme, dit la théorie fictionniste, apporte en naissant cette qualité de sujet de droit, elle est inhérente à sa nature d'être social et pourvu de volonté.

Or, en dehors de l'homme, il n'y a pas de sujet de droit appelant les bénéfices juridiques. Il est impossible, sur le terrain strict des principes, d'en apercevoir.

Une fois ce principe posé, on est bien forcé d'admettre, à cause des multiples nécessités sociales, qu'il est possible d'accorder la qualité de sujets de droit aux phénomènes juridiques qui se présentent sous la forme des corporations et fondations.

System des Osterreichischen Allgemeinenrecht p. 313 et suiv. Veridscheid Lehrbuch des (Paudertenrechts) § 57 et suiv.

En Roumanie, elle est notamment soutenue par Alexandresco. *Curierul judiciar* 1902, N° 2. Dissesco (Dreptul) : 1895 N° 82 et 1902 N° 3.

La difficulté est alors, pour les auteurs fictionnistes, de savoir comment, étant donné l'impossibilité rationnelle de reconnaître à ces institutions la qualité de sujets de droit, on peut cependant la leur accorder.

On sort de l'impasse, grâce à un subterfuge, à une fiction, qui consiste à considérer artificiellement les personnes morales comme des personnes humaines. Et l'autorité qui a le pouvoir de créer ces nombreux sujets de droit en leur reconnaissant fictivement les qualités inhérentes à l'homme, c'est la loi. Il serait impossible aux particuliers de tirer du néant les corporations et les fondations et de leur conférer la personnalité. Seule, la loi, expression de la souveraineté, peut obtenir ce résultat. Bien plus, elle a le pouvoir d'imposer à tous cette entité juridique créée de toutes pièces.

Le second argument de la thèse fictionniste nous transporte sur le terrain des intérêts de l'État. Celui-ci a un intérêt de premier ordre à intervenir dans la création des personnes morales. Car, si ces institutions lui sont souvent utiles ou même nécessaires, elles lui sont, parfois aussi, nuisibles. Du reste, ne lui appartient-il pas d'être l'arbitre suprême, le juge de ces institutions qui prétendent exercer son activité sous son égide? L'ingérence de l'État est imposée par la nécessité de la tranquillité et du progrès de la société.

*
* *

A une telle doctrine, présentée sous une forme séduisante par des jurisconsultes éminents, les critiques n'ont pas été ménagées.

On lui a reproché d'abord, et avec raison, de ne rien expliquer, ce qui est un défaut radical pour une théorie qui se présente comme explicative.

En effet, dans la nation de fondation par exemple, on se trouve en présence d'un fait indéniable, à savoir qu'une masse de biens affectés à un but quelconque n'appartiennent ni aux bénéficiaires ni aux administrateurs ; que, par suite, ils appartiennent à un sujet de droit qui vit en vue d'un but déterminé. Qu'est-ce donc que ce sujet ? On nous répond : c'est une personne fictive, imaginaire, créée par la loi de toutes pièces. En vérité, c'est comme si l'on disait qu'on accroche un chapeau à un portemanteau feint dans la muraille (1).

En outre, c'est méconnaître le rôle de la loi que de dire qu'elle put empêcher la manifestation d'une activité excitante, uniquement parce que celle-ci n'a pas un objet licite bénéficiant de la sympathie du législateur. N'est-il pas arbitraire de ne pas vouloir recon-

(1) Michaud : *Op. cit.* p. 29, 1. T. — Hauriou, *Leçons sur le mouvement social*.

naître une individualité, à ces institutions, qui dans la pensée de leurs fondateurs, apparaissaient comme individualisées? N'est-il pas arbitraire et inopportun de déclarer copropriétaire, des personnes qui ont voulu au contraire se soustraire au régime de la copropriété? (1).

En réalité, les partisans de la fiction n'ont pas voulu tenir compte d'un fait. C'est que le phénomène de la personnalité morale, loin d'être un concept artificiel, constitue une réalité s'imposant au législateur aussi bien que celle de la personnalité de l'homme individu. Il ne défend pas de la loi d'admettre ou de rejeter ce fait. Si elle le méconnaît quelquefois, il ne peut pas le faire disparaître. La réalité ne tarde pas à reparaître sous les formes les plus variées, et même avec plus de force. L'histoire nous apprend à cet égard que c'est faire fausse route et que c'est agir contrairement à la nature des choses que de vouloir se passer de ces sujets de droit (2).

En définitive, la personnalité morale n'a rien de factice, ni d'artificiel. Elle est un fait qui, comme tous les faits, s'impose.

Ce n'est pas tout, et l'on peut entrer plus profondément dans l'analyse pour montrer combien la

(1) Michaud *Op. cit.* p. 29 T. 1.

(2) Capitant : Introduction. Michaud : *op. cit.* t. I p. 33

théorie de la fiction est contraire à la nature des choses. Tout système scientifique doit être la traduction par la pensée des phénomènes de la vie réelle. Or, dans la personnalité morale, nous apercevons deux éléments dont il faut également tenir compte pour demeurer dans la vérité. Ces deux éléments sont : 1^o la pluralité des droits individuels ; 2^o l'action combinée en vue d'un but unique à atteindre. Négliger l'un deux, c'est méconnaître la réalité et construire une théorie artificielle et fausse.

Tel est précisément le vice de la théorie fictionniste qui sacrifie l'idée de la pluralité des droits individuels à celle de l'unité corporative. Les individualités sont supprimées et on leur substitue une personne nouvelle, qui en est indépendante et distincte. Les individualités ne comptent plus ainsi dans cet organisme social, à l'instar des atomes dans l'organisme physiologique (1).

(1) Saleilles, *op. cit.* p. 362

THÉORIE DE LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE

Un certain nombre d'auteurs renoncent à expliquer le phénomène de la personne morale. Ce que l'on appelle ainsi n'est pour eux qu'une forme de la propriété : la propriété collective (1). Cette doctrine a été développée, notamment, par M. Planiol.

L'argumentation de M. Planiol est la suivante. La propriété peut être possédée de deux manières : individuellement et collectivement. Mais la propriété collective ne doit pas être confondue avec la pro-

(1) Barthélemy : *Traité élémentaire de droit administratif* 1900, p. 516 et suiv. Cet auteur conserve l'expression de personne fictive, mais en raison seulement de sa commodité, et sans y attacher aucune conséquence juridique.

Planiol : *Droit civil*, II, 2^e éd. p. 636 et suiv.

Comp. aussi Van de Heuvel : *De la situation légale des*

priété indivise qui reste une propriété individuelle, laissant à chaque propriétaire son autonomie. La propriété collective, au contraire, supprime les droits individuels en ce sens que l'exercice de la propriété est transmis à un représentant agissant en vertu d'une représentation générale et forcée. Il y a donc une concentration des pouvoirs des associés dans les mains des représentants, lesquels pouvoirs s'exercent sur une masse de biens affectée à un but déterminé et appartenant à une collectivité.

On le voit, il n'y a en somme qu'une manière d'être spéciale du droit de propriété, Cette forme collective de la propriété devient de plus en plus fréquente dans les États modernes. Et c'est un fait heureux, car la propriété individuelle ne pouvait pas satisfaire aux multiples besoins de la vie moderne (1).

C'est parce que la propriété collective a été cachée sous l'étiquette de la personnalité morale qu'elle n'a pas été étudiée comme une forme de propriété nécessaire dans notre société actuelle (2).

associations sans but lucratif en France et en Belgique, 1884.

De Vareilles-Sommières : *Les personnes morales.*

Les théories de ces derniers auteurs ont une étroite parenté avec celle de la propriété collective.

(1) Planiol, *op. cit.* p. 636.

(2) Planiol, *op. cit.* p. 637.

L'origine de la théorie de la fiction se trouve, d'après M. Planiol, dans le droit canonique. Le droit romain s'est montré très bref en cette matière. Nos anciens auteurs coutumiers ne s'expliquèrent pas davantage.

Ce sont les canonistes qui, avec leur langage imagé, ont mis à la mode cette conception de la personne morale. De leurs ouvrages, celle-ci passa dans ceux des jurisconsultes romanistes et coutumiers.

Enfin M. Planiol croit trouver un argument irréfutable dans le fait qu'on n'apercevrait la personnalité morale que là où il existe un patrimoine (1).

La théorie de la propriété collective se rapproche de la théorie fictionniste en ce que, de même que celle-ci, elle ne reconnaît la qualité de sujet de droit qu'à l'homme. Mais il existe sur un autre point une différence fondamentale entre les deux systèmes. Les partisans de la fiction trouvent qu'il est nécessaire de reconnaître fictivement la personnalité à certaines

(1) On reconnaît la personnalité juridique au département, à la commune et à la section de communes, mais non au canton lequel n'a pas de patrimoine (Planiol, *op. cit.* p. 642).

Mais cette observation n'est pas concluante parce que nous trouvons des associations douées de la personnalité qui n'ont pas de patrimoine.

institutions. Dans la thèse de M. Planiol, une pareille conception est considérée comme inutile.

Contre cette théorie de la propriété collective, aussi bien que contre la théorie de la fiction, on a dirigé beaucoup de critiques qui sont en partie inexactes. C'est ainsi que l'on a dit, sans raison à notre avis, que cette construction doctrinale ne cadre pas avec la teneur de l'article 529 (1) du code civil qui nous dit que les associés n'ont qu'un droit mobilier sur l'avoir social. Cette disposition légale, dit-on, montre bien que la loi considère qu'à côté des sociétaires, il y a un autre sujet de droit qui est le véritable propriétaire des biens sociaux, le débiteur des sociétaires. La nature mobilière ou immobilière du droit vient de la nature des biens qu'on possède.

Ces critiques adressées à la thèse de la propriété collective ne sont pas décisives.

Ce que nous venons de dire peut très bien se comprendre si l'on admet la possibilité de la pluralité des patrimoines. D'une part, les sociétaires ont leur patrimoine propre qu'ils possèdent individuellement; d'autre part, ils possèdent collectivement le patrimoine dit de la personne morale. La loi, dans l'article 529,

(1) Article 529: « Sont meubles par détermination de la loi les actions ou intérêts dans les Compagnies de finance, de commerce ou d'industrie ».

se réfère, en parlant d'actions, à une valeur qui existe dans le patrimoine propre du Sociétaire. C'est une créance que le patrimoine individuel a contre le patrimoine collectif.

Rien dans notre droit n'empêche d'admettre plusieurs patrimoines pour une même personne. Bien mieux, le Code lui-même nous donne un exemple de pluralité de patrimoines dans l'institution, d'origine romaine, de la succession acceptée bénéficiairement.

On peut ajouter que l'article 529 s'explique par ce fait que les parts d'associés ne sont pas fixées tant que dure la société.

Le droit immédiat de chaque associé se réduit à sa part de dividende. Les parts sont indéterminées aussi bien dans leur composition que dans leur proportionnalité (1).

Mais, si la critique précédente peut être rejetée, il n'en est pas de même des autres.

En effet, si la doctrine de la propriété collective peut expliquer la structure de certaines des formes de la coopération, par exemple des sociétés de personnes sous la forme civile et commerciale, elle est impuissante à expliquer le vaste mécanisme de la société anonyme à propos de laquelle on ne peut pas

(1) Saleilles, *op. cit.* p. 449.

soutenir qu'elle présente une forme de la propriété collective.

Pour expliquer la société anonyme, il faut recourir à une autre explication. Ici les prétendus propriétaires n'ont qu'un droit à des dividendes. Ils ne prennent aucune part à l'administration, et, surtout, ils demeurent inconnus.

D'ailleurs la théorie que nous critiquons fausse complètement la notion de la personnalité en la réduisant à un pur phénomène patrimonial. Cet aspect patrimonial n'est pas le seul élément, ni même l'élément essentiel de l'association (1). Il arrive même qu'il fasse défaut dans certaines formes d'association (2). Il importe de considérer l'unité produite par la concentration des efforts en vue du but à atteindre ; il y a là un phénomène d'individualisation qui se produit dans toute personne morale. Le patrimoine n'apparaît jamais que comme un moyen en vue du but à atteindre.

Mais ce n'est pas tout et il y a lieu de mettre en relief une considération que nous jugeons capitale et qui montre bien l'insuffisance de la construction de la propriété collective. Cette doctrine ne put expli-

(1) Saleilles *op. cit.* p. 422.

(2) Par exemple, la majorité des Syndicats ouvriers, au moins en France, n'ont pas l'élément patrimonial.

quer le phénomène juridique de la fondation (1). Voici un établissement qui a un patrimoine et qui dégage une activité en vue d'un but déterminé. Cette institution montre deux catégories de personnes : des administrateurs qui dirigent ; des bénéficiaires temporaires et accidentels. En vérité, il n'est possible de regarder ni les uns ni les autres comme des propriétaires.

L'insuffisance de la théorie de la propriété collective éclate, aussi si on essaie de l'appliquer à l'État (2). L'État est une personne morale. Or peut-on soutenir que l'État est une copropriété des nationaux une masse de biens appartenant à tous les citoyens ? Évidemment non. Les rapports qui découlent de cette vaste institution sont extrêmement variés et ils sont irréductibles à la notion de la propriété collective.

(1) Saleilles, *loc. cit.*

(2) Capitant, *op. cit.*, p. 169.

THÉORIE DE LA RÉALITÉ

Puisque les théories précédemment examinées ne répondent pas à la réalité des faits, il faut trouver la conception qui expliquera d'une manière juste et adéquate le phénomène de la personnalité morale, et qui, en même temps, ne contrariera pas le libre et nécessaire développement des personnes morales.

La théorie qui nous paraît donner satisfaction à ces nécessités est celle de la réalité de la personne morale.

Ce système ne se présente pas avec la même simplicité que les précédents. Il présente une multitude de variantes, de théories particulières, qui, tout en s'attachant à l'idée de la réalité, se différencient sur des points plus ou moins secondaires ou importants,

Notre intention n'est pas d'exposer ces diverses théories. Nous nous bornerons à l'examen de celle qui nous a paru tenir compte des éléments de réalité

qu'il s'agit d'expliquer, des utilités sociales qu'il faut satisfaire, tout en présentant la clarté suffisante pour inspirer la pratique.

C'est cette théorie qui fournira une base à la thèse libérale que nous soutiendrons, lorsque nous étudierons la question de droit international.

Les conclusions auxquelles nous sommes arrivés sont à peu près les mêmes que celles qu'adopte M. Saleilles dans son très remarquable ouvrage paru en 1910, sur la personnalité morale.

La thèse du savant maître de la Faculté de Paris est extrêmement séduisante; elle est très juridique et très libérale.

Toutefois, elle n'est pas entièrement personnelle à l'éminent professeur; elle apparaît comme dérivant de celle de Gierke (1).

(1) Saleilles : *De la personnalité juridique* : Histoire et théories, 1910, p. 601. Cette même théorie de Gierke a été acceptée ou mise au point en France par M. Hauriou et Michaud; en Italie, par Ferrera. A cette liste, on peut joindre MM. Larnaude, Massigli, Reselsberger, Endemann, Dernburg, Stobbe, Jalinec et Kohler (Cf. Saleilles, *op. cit.* p. 602).

La thèse de la réalité a été soutenue aussi par M. Capitant dans son remarquable ouvrage : *Introduction à l'étude du droit civil*. Cet auteur fut l'un des premiers représentants de cette doctrine en France.

La doctrine fictioniste et celle du patrimoine collectif partent de ces prémisses, vicieuses à notre avis, que l'homme seul, être doué de raison et de volonté, peut être sujet de droit.

Cette affirmation est des plus contestables. Tous les jours, nous voyons des institutions se manifester et agir sur le terrain juridique et social. La théorie tioniste serait juste psychologiquement. Elle ne l'est pas juridiquement. Et nous allons montrer bientôt comment la personne morale peut avoir à son service une volonté. Mais réservant pour le moment cette question, remarquons à quel point la théorie de la fiction exagère le rôle de la volonté. Nous ne contestons pas que la volonté soit un élément nécessaire de la notion de droit. Mais il ne faut pas en faire un élément exclusif. Or tel est bien l'erreur des partisans de la fiction dont la pensée se résume dans cette formule : le droit, c'est la traduction de la volonté. C'est donner à celle-ci une importance démesurée. A côté d'elle, à côté de l'intérêt individuel, il faut faire entrer en ligne de compte l'État et l'intérêt de la collectivité.

Au surplus, interrogeons l'histoire et profitons de ses enseignements.

C'est le meilleur moyen de se faire du droit une idée juste et complète. Or, l'histoire nous montre la fausseté du postulat suivant lequel « l'homme, être volontaire par le fait même de son existence, réclame

le droit qui est une qualité inhérente à sa nature ».

Cela peut être une conception philosophique, un idéal, mais cela n'est pas dans la réalité. Ne voyons-nous pas, dans l'ancien droit romain, l'étranger dépourvu de la personnalité juridique (Girard, Manuel, Histoire de la propriété)? Sans aller aussi loin, la mort civile, disparue en 1854, ne produisait-elle pas un semblable résultat? Pourtant l'étranger et le mort civil étaient des êtres doués de volonté.

Actuellement, la femme mariée est incapable en France. Elle ne peut s'obliger sans l'autorisation du mari; la femme est privée des droits politiques, elle ne peut obtenir certains grades académiques. La discussion récente sur la candidature d'une femme à l'Académie française nous a montré les avis différents des publicistes. Les femmes sont cependant des êtres humains, pourvus d'intelligence et de volonté. Quelques-unes ont fait franchir des étapes à la science.

On ne peut donc pas soutenir que le droit soit nécessairement inhérent à la nature humaine, constitue un attribut de la personnalité et une expression de la volonté. Le droit apparaît plutôt comme un bénéfice en faveur d'une personne, comme le résultat de deux facteurs : l'intérêt et la volonté individuels d'une part, l'intérêt social d'autre part.

Ainsi, dans l'ancien droit romain, on estimait qu'il était contraire aux intérêts de la société romaine d'accorder des droits aux étrangers sur le terrain du

droit civil. De même, dans le droit actuel, on pense qu'il n'est pas opportun d'accorder des droits aux femmes dans le domaine du droit public.

L'ordre social, et surtout l'ordre familial, souffriraient, dit-on, de la participation des femmes aux affaires publiques.

Sans insister davantage, il est donc certain qu'à côté des éléments subjectifs de la volonté et de l'intérêt individuels, il faut placer l'intérêt social, dans la formation du droit. C'est de la concordance de ces deux facteurs que résulte le droit. Ils en sont le substratum.

Il faut donc dire que, toutes les fois, que nous trouverons dans un phénomène juridique la réunion de ces deux éléments, nous serons en présence d'un sujet de droit.

Faisons l'application de ce principe à notre matière.

Il est évident que la personne morale a des intérêts distincts, parfois même différents, de ceux des personnes individuelles qui la composent. Par exemple un ouvrier peut avoir intérêt à travailler, tandis que le syndicat auquel il appartient a au contraire intérêt à cesser le travail.

D'autre part, nous voyons que la compagnie, par ses organes fonctionnels, est capable de présenter une volonté réelle et individualisée. Celle-ci n'a pas un siège physiologique, mais elle est déterminée comme dans la personne humaine; elle reçoit l'im-

pulsion des personnes physiques qui la composent elle se filtre à travers l'organisation de la société, et, en sortant, offre un caractère unitaire et différent du caractère des volontés qui l'ont engendrée. Voilà pour l'élément individuel, premier élément d'existence du sujet de droit.

En second lieu, l'intérêt social, loin d'être en opposition avec ces phénomènes, a, au contraire, un intérêt de premier ordre à les voir fonctionner et se développer, car la prospérité des membres entraîne la prospérité sociale elle-même.

La personne morale possède donc toutes les qualités nécessaires pour être un véritable sujet de droit. Et c'est une affirmation contraire à la réalité que de dire que l'homme seul peut être sujet de droit.

En définitive, l'expression de sujets de droit convient, dans nos sociétés modernes, non seulement à l'homme, mais à d'autres phénomènes juridiques, qu'on appelle des personnes morales.

Les institutions licites pourront se former sans l'intervention de l'État.

Toutes associations ou fondations peuvent se constituer si elles ne son pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Et si le législateur ne l'interdit pas expressément.

OBSERVATIONS SUR LA DOCTRINE ET LA
JURISPRUDENCE ROUMAINES RELATIVE-
MENT A LA PERSONNALITÉ MORALE.

Une vive controverse règne en droit roumain sur la nature juridique de la personnalité morale. Le problème se présente dans les mêmes termes qu'en France. Mais la discussion offre chez nous ceci d'intéressant qu'on fait intervenir l'ancien droit roumain pour élucider le problème.

La solution de la question dans notre législation antérieure est difficile à dégager. Les textes sont pauvres et manquent de précision.

Les deux écoles, celle qui tend à la libre création de la personne morale, celle qui exige l'autorisation, se basent toutes les deux sur des textes et sur des documents.

Pour notre part, nous nous rallions à la théorie qui considère l'autorisation comme nécessaire dans notre ancien droit roumain. Nous ferons seulement observer que l'existence de cette autorisation n'implique nullement l'adoption d'une thèse fictioniste. L'autorisation peut très bien s'expliquer par un motif d'enquête policière. C'était une conséquence de la sou-

veraineté de l'État dont l'idée devait être alors, comme l'a observé M. Dissesco, très développée.

Après avoir dit quelques mots de l'ancien droit roumain, nous parlerons du droit actuel.

ANCIEN DROIT.

L'ancien droit roumain connut le phénomène de la personnalité juridique. Certains textes en parlent ou y font allusion. Nous en trouvons dans les codes Calimah, Caragea et le règlement organique. Mais, à côté de ces monuments législatifs, nous rencontrons aussi des institutions. La forme la plus usitée et la plus importante fut la fondation religieuse : les monastères (monasteiri).

NATURE JURIDIQUE.

Comme nous l'avons dit, on n'est pas d'accord sur la nature juridique de la personnalité morale dans notre ancien droit.

Une première école enseigne que la personnalité morale était une création de la souveraineté et rece-

vait la personnalité du pouvoir souverain comme une concession.

Cette thèse est soutenue par ceux des auteurs roumains (1) qui sont partisans de la thèse fictioniste et se rattachent au parti de Savigny.

Sur quels arguments se fondent ces auteurs fictionistes ?

Ils font valoir que le règlement organique de la Valachie ne permettait pas aux particuliers la création de personnes morales sans l'intervention de l'autorité publique (2).

On s'étonne même que la jurisprudence ait pu soutenir qu'avant l'introduction du Code Napoléon, les personnes morales prenaient naissance en Valachie par la seule volonté des particuliers (3).

En Moldavie une pareille thèse peut être soutenue avec plus de force encore, car le Code Calimach, qui y était en vigueur avant l'adoption du Code

(1). Voyez les remarquables articles de Alexandresco. *Curierul judiciar* n° 2, 1902; Dessesco (*Dreptul*) n° 2, 1892.

Paul Negulesco (*Dreptul Administratifroman*, p. 57.

(2) Alexandresco *op. cit.*, Negulesco *op. cit.* p. 59 et n° 2.

Le règlement organique une fait d'ailleurs que confirmer un état, de choses préexistant (P. Negulesco). Règlement organique art. 364.

(3). Alexandresco *Curierul judiciar* 1902, n°2.

Napoléon, était explicite sur la question. L'article 15 de ce code nous dit que les corporations n'auront vie légale que si elles sont reconnues par l'autorité (1). Ce même code ajoute, dans son article 43, que les corporations doivent être sous la surveillance de l'autorité, ainsi qu'il était décidé par diverses ordonnances. A l'appui de cette thèse, on a invoqué aussi cette considération d'ordre général que l'autorisation du pouvoir souverain, pour la création de la personne morale, cadre avec le principe de l'omnipotence de l'Etat qui devait être alors nécessairement consacré. Et l'on en donne la preuve matérielle par quelques documents tendant à établir que les fondations n'existaient qu'après la confirmation du prince (2).

Cette manière de voir a été adoptée quelquefois par notre jurisprudence (3).

Tout en admettant cette conception générale, on a fait observer que, sur le terrain spécial du code

(1) « Asesana intele ce se fac între bresle sau între alte obștiimi spre a lor bună oriundisla și folos vor avea între ele putere leginită dacă cerșiduse și gassiduse eu cale se nos întări de stapînize » art 15.

(2) Voyez l'énumération et le commentaire des documents dans Dissesco Dreptul 92 n° 2.

(3) Cas. roum. Bul. 1. sec. 1884 p. 244. Tribunal de Covurlui, cour de Galatie et Jassi, Dreptul 94 n° 25, Dreptul 95 n° 6.

Calimah, les sociétés et les associations étaient divisées en licites et illicites ; que les premières, par faveur, n'étaient soumises à aucune autorisation spéciale, mais autorisées en bloc par la loi, ainsi que sont aujourd'hui les sociétés commerciales en vertu de l'article 78 du Code de commerce roumain (1).

*
* *

La seconde école, au contraire, prétend, contrairement à l'opinion précédente, que, dans l'ancien droit roumain, avant l'adoption du Code Napoléon, les personnes morales pouvaient être constituées par la seule volonté des particuliers (2). Et cette école explique l'intervention du prince dont nous parlent les documents, en disant qu'elle n'avait lieu qu'alors que les personnes morales recevaient un legs considérable ou que le prince lui-même leur faisait un don (3).

(1) Paul Negulesco, *Dreptul Administrativ* p. 58.

Voyez aussi les paragraphes du Code Calimah rapportés par lui, 38, 39, 40, 41.

(2) Voyez notamment Bouzdougan, p. 42. *Condițiunea juridică a persoanelor morale străine în România*.

(3) Quant aux actes cités par M. Dissesco, elle confirme cette manière de voir. La confirmation du prince interve-

Quant aux monuements législatifs, on nous fait observer que les anciens codes de Mathieu Bossaval, de Basile Loupou de Ipidlante ne contiennent aucune disposition relativement aux personnes morales.

De même le règlement organique de la Moldavie ne nous dit nulle part que le Chef de l'Etat ait eu qualité pour intervenir dans la formation des personnes morales. De même encore le règlement organique de la Valachie (1). Enfin dans le Code Carajea, il n'y a à ce sujet aucune mention (2).

Au contraire, le Code Calimah a plusieurs dispositions en matière de personnalité morale. Mais cette abondance relative fournit à l'école dont nous nous occupons des arguments en faveur de la libre création des personnes morales. D'après elle, le Code Calimah aurait fait une grande division entre les sociétés et associations licites d'une part illicites d'autre part. Et les premières pouvaient se constituer sans l'intervention du prince.

Et dans ce sens de la liberté de la constitution des personnes morales dans l'ancien droit roumain paraît s'être fixé aussi notre jurisprudence par ses impor-

nait quand les institutions recevaient quelque chose. Voyez aussi un cas analogue pour l'hôpital Saint Sprito-dan de Jassy Bouzdougan p. 42 *op. cit.*

(1) Voyez en sens contraire Negulesco p. 59, *op. cit.*

(2) Bouzdougan, *op. cit.*, p. 44.

tants arrêts du 24 janvier 1900 et du 4 décembre 1897. Elle nous dit, en effet, qu'une fondation d'utilité publique pouvait se fonder sans l'intervention de l'Etat (1), car aucune source ne justifie une solution contraire. Ni le droit romain classique ou celui de Justinien, ni les Basilicales, ni la tradition historique ou le Code Calimah ne confirment pas la thèse de l'intervention de l'Etat par un acte public pour la création de la personne morale (2).

DROIT ROUMAIN MODERNE

Les mêmes auteurs (3) qui soutiennent la nécessité de l'autorisation pour la concession de la personnalité aux corporations et aux fondations, dans l'ancien droit, se déclarent partisans, en droit moderne, de la fiction.

Non seulement ils se rangent à cette théorie, mais ils soutiennent, allant encore plus loin, que le législa-

(1) Arrêt de 1900.

(2) Arrêt de 1897 Section réunies.

(3) Alexandresco : *Curierul judiciar* n° 2, 1902. Dissesco : *Dreptul* n° 3, 1902. Negulesco : *Dreptul administrativ* p. 60.

teur seul peut créer la personnalité. Seule, disent-ils, le législateur peut tirer du néant un être fictif.

On ne peut pas prétendre, à leur avis, que le gouvernement ait qualité pour accorder la personnalité, car l'article 96 de la Constitution roumaine nous dit que le roi n'a pas d'autres prérogatives que celles qui lui ont été accordées par la Constitution. Or, l'article 93 qui énumère les attributs du roi ne nous montre pas qu'il ait le pouvoir de créer des personnes morales (1). Le Parlement seul peut imposer à tous cette fiction. Il a toutes les attributions qui n'ont pas été déléguées à d'autres (2).

D'autre part, on ne peut pas invoquer l'article 27 de notre Constitution (3) en faveur de la liberté de la création des personnes morales. Car ce texte ne se prononce pas sur la question de la personnalité, il règle seulement le droit public d'association. Il ne trouve donc rien contre la nécessité de l'intervention de l'Etat dans la création des personnes morales. Car « autre est le droit public d'association, autre est le

(1) Dissesco : Duptul 1902 n° 3.

(2) *Idem*. M. Alexandresco partage la même opinion, Curierul 1902, n° 2.

(3) Les Romains ont le droit de s'associer conformément aux lois qui règlent l'exercice de ce droit (art. 27. cons. roum).

droit de créer de nouveaux sujets de droit comme les personnes morales » (1).

La jurisprudence roumaine admet bien la théorie de la fiction comme un principe indiscutable, mais elle ne se prononce pas contre l'autorisation par les organes du pouvoir exécutif (2).

La deuxième école qui soutient le principe de la liberté en matière de création des personnes morales, croit avoir trouvé d'autres arguments dans l'ancien droit. Elle fait observer, qu'en Roumanie, il n'y a aucun texte semblable aux dispositions des ordonnances de 1629 1749.

Une complète liberté est donc accordée en droit roumain en matière de formation des personnes morales. C'est une différence fondamentale avec le droit français (3).

Enfin l'article 27 de la Constitution roumaine réglant la liberté de l'association implique néces-

(1) Dissesco : *op. cit.*, 1902 n° 3.

(2) Voyez Dreptul n° 18, 1895. Dreptul n° 32, 1898, et notamment n° 50, 1896.

Voyez aussi Bouzdougan p. 62, *op. cit.* M. Urseanu pense aussi que le gouvernement est qualifié pour donner l'autorisation. Dreptul 1902, n° 7, 8.

(3) Voyez Bouzdougan *op. cit.* p. 55 et aussi Degré T. I, p. 56, *op. cit.*

sairement la liberté pour les particuliers de créer des personnes morales.

Quoique nous l'avons dit que quelques paragraphes surtout du Code Calimah semblent prescrire l'intervention d'un acte public. Et que l'esprit général du droit de cette époque justifierait une telle ingérence, cela ne peut avoir une influence positive dans le droit moderne.

J'estime qu'une référence à ces codes n'est pas possible, car elle aurait comme résultat de perpétuer la différence législative qui existe alors dans notre pays. L'acte de l'unification a eu pour but de finir avec toute diversité législative. On peut bien invoquer une ordonnance en France puisqu'elle avait une portée générale; elle était applicable à tout le pays.

Invoquer une prescription de l'un de nos Codes ou d'une coutume française n'est pas possible, elle représente le morcellement législatif.

DOCTRINE ET DROIT INTERNATIONAL

La doctrine se montre très partagée en ce qui concerne la personnalité morale en droit internationale.

Une première opinion, adoptant les postulats et les conclusions de l'école fictioniste, fournit des solutions restrictives.

Une deuxième opinion apporte des solutions libérales qui cadrent avec les intérêts économiques et sociaux. Elle y arrive soit en ne poussant pas à l'extrême dans le domaine du droit international, les corollaires de la théorie fictioniste (1), soit en rejetant entièrement cette thèse comme non recevable en elle-même (2).

Cette deuxième manière de voir appartient à ceux

(1) Voyez Baudry et Fiore.

(2) Voyez Pillet, Lainé et Michaud.

qui reconnaissent, en droit civil, que la personnalité morale est une entité qui s'impose, une réalité juridique, une propriété collective ou bien qu'à sa base réside au moins un substratum réel qui ne doit pas être méconnu.

THÉORIE RESTRICTIVE

Parmi les auteurs considérables de langue française, Laurent et Weiss cherchent à appliquer en droit international, sans restrictions, les conséquences qui découlent de la théorie fictioniste (1). Ils décident que la personne morale, pure création de la loi étrangère, ne doit avoir d'existence dans un pays étranger que si elle a été légalement reconnue dans ce dernier.

Cette conception, qui compte en France peu d'adeptes, est adoptée au contraire en Roumanie, par les plus remarquables jurisconsultes, notamment par MM. Alexandresco et Dissesco (2).

Limiter les facultés des personnes morales au ter-

(1) On fait exception pour l'État et ses dépendances.

(2) *Curierul judiciar* 1902, n° 2, *Dreptul* 1892, n° 2.

ritoire du pays créateur est logique dans la conception qui regarde la personnalité morale comme un être de raison, une création purement artificielle de l'esprit humain, ne devant son existence qu'à la loi.

Les auteurs (1) qui adaptent ce point de vue s'expriment à peu près en ces termes : l'homme seul, a par ses facultés naturelles peut être un sujet de droit ; seul, il s'impose au législateur ; ses droits doivent par suite s'exercer nécessairement dans un pays comme dans un autre. Mais toute autre est la situation de la personne morale, être abstrait, création fictive. Elle ne peut se manifester au-delà de la souveraineté qui lui a donné naissance ; elle est forcément confinée dans les limites territoriales de l'État sous l'égide duquel elle s'est formée. Lui donner une plus grande extension serait permettre qu'un

(1) Laurent, *Principes du droit civil*, p. 398 et suiv., *Le droit civil international* (V. n^{os} 100 et suiv.

Weiss : *Traité théorique et pratique de droit international privé*, 393, tome II.

Mancini, dans un rapport sur le Code de Commerce, d'après Fiore, p. 337.

Ricci, dans une note sous l'arrêt de la Cour d'appel de Gênes, du 20 septembre 1882 (Fiore, 238).

Alexandresco : *Curierul judiciar* 1902, n^o 2.

Dissesco : *Dreptul*, 1892, n^o 2.

Paul Negulesco, *Dreptul, Administrativ, roman*.

pouvoir national crée des fictions universelles et qu'une souveraineté empiète sur une autre.

En outre, ajoutent ces auteurs, il est loin d'être nécessaire qu'une personne morale, créée pour un intérêt régional, ait des facultés juridiques partout ailleurs. L'existence de la personne morale est en corrélation avec l'exercice des droits pour lesquels elle a été créée. Si on a voulu lui reconnaître l'exercice de ces droits dans un pays quelconque, c'est à ce pays, que doit se limiter son existence (1).

D'ailleurs il est possible qu'une personne morale étrangère soit un danger pour un État autre que celui qui lui a donné naissance, qu'elle soit une force rivale, sinon ennemie de cet État.

Mais, si l'on ne doit pas reconnaître de plein droit le bénéfice de la vie juridique aux personnes morales étrangères, cela ne veut pas dire qu'elles ne puissent jamais exercer des droits dans un pays étranger. Il faut que l'État sur le territoire duquel elles prétendent exercer des droits leur donne en quelque sorte une nouvelle création. Après cette reconnaissance, elles auront dans ce nouveau pays les mêmes droits que les personnes physiques de même nationalité (2).

(1) Laurent : *Principe de droit civil*, p. 150, t. I.

(2) Weiss : *Traité théorique de pratique de droit international privé*, p. 397, t. II.

Cette reconnaissance, du reste, peut être soit expresse et individuelle, soit collective ; en ce dernier cas, elle s'adresse à une catégorie plus ou moins nombreuse de personnes morales, par exemple aux sociétés commerciales appelées à la vie juridique par un décret ou un traité (1).

Telles sont les conséquences de la théorie fictionniste.

Nous avons montré, dans le chapitre précédent, les points faibles de ce système. Pour ne pas nous exposer à des redites, nous n'ajouterons que quelques considérations spéciales au droit international.

Cette thèse aboutit à entraver le développement des personnes morales et à faire de la reconnaissance une faveur alors qu'elle devrait être un droit (2), sous réserve seulement de l'ordre public. La théorie que nous combattons se base sur des arguments théoriques de valeur contestable et sur la crainte de périls chimériques, pour les intérêts nationaux. Ces dangers, comme l'a très bien dit la Cour de Cassation de Belgique (3) ne sont pas particuliers aux personnes morales, ils peuvent provenir d'autres activités subversives qu'il appartient aux États de sup-

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 397, t. II.

(2) Pillet : *Principes*, p. 00.

(3) D. 1847, 2, 171.

primer par des mesures générales. L'Angleterre, qui nous donne l'exemple de la liberté, ne s'en trouve pas plus mal (1).

On doit encore observer que la conception que nous critiquons n'est pas en harmonie avec les idées modernes appliquées lorsque la puissance publique étrangère se manifeste en dehors de son rayon direct d'action ou hors des limites de son territoire, soit par des textes légaux, soit par des actes des officiers publics, soit enfin par des jugements. Il est arbitraire de faire exception pour les personnes morales (2).

Les faits eux-mêmes ont condamné cette théorie. Les Gouvernements français et belge, émus à juste titre par les résultats désastreux de cette conception dans le commerce international, ont convenu, dans un protocole annexé au traité de commerce du 27 février 1854 de mettre fin à une situation regrettable pour les commerçants. En conséquence, la loi belge du 14 mars 1855 et la loi française du 30 mai 1857 sont intervenues (3). Elles décidèrent

(1) Decay, Statut personnel, trad. Stocquart, p. 435.

(2) Lainé, 282.

(3) Loi du 14 mars 1855 :

Art. 1. — Les Sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles et financières, qui sont soumises à l'autorisation du Gouvernement français, et qui

que les sociétés commerciales légalement constituées dans l'un de ces pays pourraient exercer des droits et ester en justice dans l'autre (1). Ce système fut appliqué à d'autres États par des décrets collectifs : pour la Turquie et l'Égypte par celui du 18 mai 1859; — Suisse, décret 11 mai 1861; — Espagne, décret 5 août 1861; — Russie, décret du 25 février 1865; — Prusse, décret du 19 décembre 1866; — Autriche, décret du 20 février 1868; — États-Unis, décret du 6 août 1882; — Sardaigne, décret du 8 sep-

l'auront obtenue, peuvent exercer leurs droits et ester en justice, en Belgique en se conformant aux lois du Royaume, toutes les fois que les Sociétés ou Associations légalement établies en Belgique jouiront des mêmes droits en France...

Art. 3. — Cette réciprocité sera constatée soit par des traités, soit par la production des lois ou actes propres à en établir l'existence ».

Loi du 30 mai 1857.

Art. 1. — Les Sociétés anonymes et autres Associations commerciales, industrielles et financières qui sont soumises à l'autorisation du Gouvernement belge et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France en se conformant aux lois de l'Empire.

Art. 2. — Un décret impérial rendu en Conseil d'État peut appliquer à tous les autres pays le bénéfice de l'article premier.

(1) En effet la Cour de Cassation de Belgique, après avoir d'abord rejeté en 1847, la doctrine restrictive

tembre 1860; — Portugal, décret du 27 février 1861; — Pays-Bas, décret du 22 juillet 1883, etc. (1).

Un régime libéral a été aussi adopté en Roumanie, relativement aux sociétés commerciales (2).

Ces dispositions sont une condamnation implicite de la théorie fictioniste (3).

Dans cet ordre d'idées, des exceptions de même genre ont été adoptées pour les États étrangers et ses subdivisions, on reconnaît presque unanimement, la reconnaissance de plein droit de leur personnalité morale à l'étranger, sans autorisation préalable. Et cela en dehors de toute réglementation légale ou d'autre sorte (4).

défendue par son Procureur général, M. Leclercq, finit par s'y rallier, jetant ainsi le trouble dans les affaires.

(1) Sur l'application de ces décrets, Paris 15 janvier 1889 (Revue des Sociétés 1889, 1.191, Tribunal de la Seine, 26 mai 1891 (Revue de droit international privé 1892, p. 112). Weiss : *Traité théorique et pratique de droit international privé*, II, p. 427.

(2) Voyez les articles du Code de Commerce roumain relatives aux sociétés étrangères, dans la traduction française de ce code.

(3) Lainé p. 316, Clunet 1893.

(4) Nous donnerons sur ce point le développement dans notre étude sur la jurisprudence et dans nos conclusions.

THÈSES LIBÉRALES. — THÉORIE
DE M. LAINÉ

M. Lainé, dans son article parut dans *Clunet*, pense que, dans le silence de la loi sur la situation des personnes morales en droit international, il faut écarter toute solution restrictive. Une distinction entre les personnes juridiques et les personnes naturelles ne serait pas raisonnable. Car, bien qu'il existe des différences entre ces deux antités, il n'y en a pas d'essentiellles et de fondamentales (1).

Il n'est donc pas permis d'admettre les personnes physiques au bénéfice de la vie internationale tandis qu'on en exclut les autres ou qu'on ne les y admet qu'exceptionnellement.

L'antithèse établie par Laurent est inacceptable (2). D'une part, il est inexact de dire que les personnes physiques ne tiennent leurs droits que de la nature. La loi ne les crée pas sans doute, mais c'est elle qui réglemente leur activité sur le terrain juridique.

(1) Lainé, p. 276, *Clunet* 1893.

(2) Lainé, p. 277, *Clunet* 1893.

« Parfois, elle leur ouvre ou elle leur ferme la vie juridique » (1).

A l'appui de cette thèse, l'auteur cite l'exemple de l'esclave en droit romain qui, non seulement, ne pouvait exercer de droit, mais était ordinairement considéré comme une chose. Un phénomène analogue fut celui de la mort civile (2). La loi règle l'activité humaine, et elle peut donner, retenir, « mesurer aux hommes la vie juridique ».

Il est inexact de dire que l'homme a partout et toujours accès à la vie juridique. C'est la loi qui en décide. Inversement, il est faux que les personnes morales soient de pures créations de la loi ; à la base de chacune, il y a un substratum réel la collectivité.

Enfin n'est-il pas bizarre d'accorder des droits à de pures fictions (3), de leur permettre de contracter, d'ester en justice, de se manifester d'une manière générale par des actes qui constituent des réalités certaines ? Au fond, les personnes morales sont des associations d'hommes groupés dans un but commun et qui « par la loi se trouvent dans un état de droit extraordinaire » (4).

« Au point de vue de l'objet de l'association, chacun

(1) Lainé, p. 277, Clunet 1893.

(2) *Idem*, 278, Clunet 1893.

(3) *Idem*, p. 277, Clunet 1893.

(4) *Idem*, p. 279, Clunet 1893.

d'eux a abdiqué sa propre personnalité et tous concourent à la formation d'un être juridique nouveau » (1).

Il est incontestable qu'il y a une intervention législative pour la production d'un tel phénomène, et c'est justement pour cela que nous sommes en présence d'une personne juridique. Mais, ici même, le substratum réel existe et la loi n'aurait rien pu faire « si elle n'avait sous la main de la matière humaine qu'elle a mise en œuvre » (2). Dans ces formes d'activités, on observe un phénomène de concentration des forces individuelles. C'est l'association des efforts qui est à la base de l'État, des provinces, des établissements publics, des sociétés commerciales; dans tous, on trouve, ce substratum est réel (3).

Pour résumer d'un mot, on peut dire que les personnes morales ne sont « que des modalités de la vie juridique des personnes naturelles » (4).

Toutefois il faut reconnaître que si ce trait commun est parfois saillant et visible, il peut aussi se dissimuler profondément sous l'œuvre elle-même. On le perd de vue, mais l'analyse attentive le révèle. Il en est ainsi pour l'hospice, organe de l'Etat ou de la com-

(2) Lainé, 279, Clunet 1893.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(1) *Ibid.*

mune, se rattachant étroitement à ces corps dont il est une délégation (1).

Mais l'Etat et la commune reposent sur des associations d'hommes, si bien qu'en dernière analyse, on trouve à la base de l'hospice cet élément de toutes les personnes civiles : « le concours vers un but commun des personnalités réelles » (2).

Et c'est la question capitale qu'on ne doit pas perdre de vue lorsqu'on se pose la question de savoir si les personnes morales étrangères doivent être comprises parmi les étrangers.

Elles sont des groupes de personnes étrangères, à l'état l'association ; il ne faut pas méconnaître le droit sous prétexte qu'elles se présentent sous une forme collective.

DOCTRINE DE M. PILLET.

La thèse libérale a été très vigoureusement soutenue par M. Pillet, dans son remarquable ouvrage *Les principes du droit international privé*.

Non seulement, notre maître a montré la fragilité

(1) Lainé, p. 280, Clunet 1893.

(2) Lainé, 281, Clunet 1893.

de la théorie restrictive, mais il a répondu aux objections dirigées, contre la doctrine libérale.

Tout d'abord, M. Pillet observe avec raison qu'il est curieux de voir la jurisprudence se soucier autant d'une doctrine aussi subtile que contestable (1) L'analyse pénétrante du problème conduit à décider que la reconnaissance de la personne morale est de droit dans les relations internationales (2)

Le droit privé cherche à satisfaire les intérêts des particuliers. Or ces intérêts se manifestent non seulement sous la forme individuelle, mais aussi sous la forme collective. Et, qu'ils revêtent l'une ou l'autre de ces deux formes, ils ne diffèrent pas en qualité. Du moment qu'il n'est pas défendu aux hommes de mettre leurs forces en commun pour atteindre plus sûrement un but déterminé, on doit leur faciliter cette tâche et non pas y apporter des entraves (3). La personnalité apparaît donc comme aussi nécessaire aux hommes vivant en société qu'aux hommes isolés (4). La refuser à ces derniers serait arbitraire.

Il est incontestable que, dans nos sociétés modernes, l'association est une forme nécessaire de l'activité humaine (5).

(1) Pillet, *Principes de droit international privé*, p. 179.

(2) *Idem*.

(3) Pillet, *Principes*, p. 181.

(4) *Idem*, p. 181.

(5) *Idem*, p. 181.

Certains buts ne peuvent être atteints que grâce à la mise en commune des activités humaines. Un seul homme ne peut construire un port ou ouvrir un canal. Seule l'association pourra les réaliser par sa force supérieure (1).

Ces idées ont été reconnues comme justes pour les sociétés commerciales par la loi de 1857 (2) qui consacre un principe libéral. Mais on se demande avec raison si l'on doit accorder plus de liberté aux institutions lucratives qu'aux institutions désintéressées, « si l'instinct du lucre est à ce point recommandable » qu'il doive bénéficier d'un régime de faveur, ou si, au contraire, il ne convient pas d'avoir des préférences pour les institutions désintéressées ou, tout au moins, de les placer sur un pied d'égalité avec les autres (3).

Cette doctrine échappe à l'objection qu'on pourrait lui faire en disant : Quand même la reconnaissance internationale de la personnalité juridique est un droit, ce droit être primé par le droit supérieur qu'a l'Etat de se défendre contre le danger que lui faisait courir un pareil principe (4).

Cette objection ne porte pas car le danger peut

(1) Pillet, *op. cit.* p. 182.

(2) *Idem*, *op. cit.* p. 182.

(3) *Idem*, *op. cit.* p. 182.

(4) *Idem*, *op. cit.* p. 183.

venir non seulement des sociétés étrangères, mais plus facilement des sociétés nationales dont la force autrement considérable (1), Et sur ce point, le législateur a pris des mesures générales afin de les rendre inoffensives (2) L'auteur va même plus loin; il admet qu'on peut restreindre la capacité des personnes morales étrangères, leur accorder des droits moindres qu'aux personnes morales nationales.

Et cela peut même résulter de la nature du droit qu'il s'agit d'exercer (3).

Dans ce système, les personnes morales peuvent demander le bénéfice de la vie internationale comme un droit, non comme une faveur. D'où différence fondamentale avec le système de l'autorisation (4).

En outre, dans la théorie que nous exposons, on n'arrive pas à ces résultats absurdes que la pratique a consacrés, par exemple à l'interdiction d'ester en justice pour les sociétés étrangères (5).

Une dernière observation est nécessaire. Il y a des sociétés qui agissent en vertu d'une délégation du pouvoir souverain, par exemple une société de colo-

(1) Pillet, *op. cit.* p. 183.

(2) *Idem.*

(3) *Idem*, p. 84.

(4) *Idem*, *op. cit.*

(5) *Idem*, *op. cit.*

nisation. Il est évident qu'un pareil droit ne peut pas être accordé à une société étrangère (1).

DOCTRINE DE M. MICHAUD

M. Michaud qui est l'un des adeptes les plus convaincus de la théorie de la réalité de la personne morale, en droit international, adopte des solutions libérales. Sur la question à savoir si une personne morale a une nationalité, il répond affirmativement, et pour déterminer le criterium, il distingue les établissements publics et privés. La nationalité des établissements publics sera déterminée d'après la nationalité des personnes morales territoriale qui leur a donné naissance, l'Etat ou la commune. Quant à la nationalité des établissements privés, elle dépendra du siège social. Cette nationalité déterminera leur statut personnel. Ce statut les suivra partout, déterminant leur capacité, comme pour les personnes physiques. Il en résulte « qu'en règle générale, une personne

(1) Pillet, *op. cit.*

morale existant dans un pays doit-être accepté comme telle partout » (1).

Cette solution cadre avec le principe du droit international moderne suivant lequel un rapport juridique formé sous l'empire d'une loi est réglé par elle doit être régi par cette même loi même ailleurs. Ce principe doit être appliqué aux personnes morales comme aux autres.

On ne pourrait décider autrement que si la reconnaissance de la personne morale était une notion anormale, très éloignée des conceptions juridiques courantes. Mais il en est si peu ainsi que ces prétendues fictions s'imposent à tous les législateurs (2). D'autre part, il n'est pas logique d'établir une différence fondamentale entre les personnes physiques et morales. Sous l'une ou l'autre, on trouve le même substratum réel : l'homme isolé ou groupé. La loi ne fait que revêtir les groupements de la capacité juridique (3).

En conséquence, les personnes morales pourront réclamer comme un droit » la liberté de déployer une activité inoffensive » (4).

Ayant ainsi montré que la personne morale s'im-

(1) Michaud, *op. cit.* t. II, p. 334.

(2) Michaud, *op. cit.* t. II p. 340.

(3) Michaud, *op. cit.* t. II p. 340.

(4) Michaud, *op. cit.* t. II p. 340.

pose et doit être reconnue dans le domaine de la vie internationale, M. Michaud cherche à déterminer quelle est la capacité des personnes morales dans les relations internationales. A cet égard, il pose les règles suivantes :

1° La capacité sur le terrain du droit privé sera déterminée par la loi nationale de la personne morale.

2° La capacité sur le terrain du droit public sera déterminée par l'État territorial où elle voudra exercer son activité.

3° Enfin les pays peuvent restreindre la capacité de la personne morale. Ces restrictions seront justifiées, lorsqu'elles seront inspirées, par des motifs d'ordre public.

DOCTRINE DE M. FIORE

Fiore (1) pose comme principe premier une différence fondamentale entre les personnes physiques et morales. C'est à ce point de vue qu'il critique la jurisprudence de la Cour de Gênes, confirmée par la Cour de Cassation de Turin (2).

(1) Droit international privé, trad. Antoine T. I p. 344.

(2) Cour de Gênes, 6 août 1881 (*Annali della Giurispru-*

La Cour de Cassation met sur le même pied les personnes physiques et morales, quant à l'interprétation de l'article 3 du code civil (1); elle décide qu'une interprétation restrictive serait contraire « à l'esprit de la loi qui a voulu dans son article 3 proclamer un principe tout à fait libéral (2). Cette même doctrine fut soutenue notamment par Gianzana (3).

Cette manière de voir, dit Fiore, est inexacte. Il y a une différence fondamentale entre les personnes physiques et morales, même si on faisait abstraction de ce qui est spécifique aux personnes naturelles, comme les droits de famille (4), l'assimilation ne

denza italiana, 1882, 3^e partie, p. 41. — Cour de cassation de Turin, 18 novembre 1882, Cassazione cf. Fiore T. I p. 342.

(1) « L'étranger est admis à jouir des droits civils attribués aux citoyens » (art. 3 C; civil italien).

(2) « Une interprétation aussi restrictive aurait été inconciliable avec l'esprit de la loi qui, en admettant inconditionnellement l'étranger à jouir des droits civils attribués aux citoyens a marqué un véritable progrès dans les relations internationales privées et a surtout voulu fournir aux autres peuples une occasion de former une seule famille en ce qui concerne tous les rapports civils, économiques et politiques ».

(3) Lo straniero nel dritto civile, T. I, p. 157. Voyez aussi Lomanico : Le persone giuridiche straniere et la giurisprudenza italiana Cf. Fiore, p. 344, t. I., *op. cit.*

(4) Fiore, *op. cit.*, p. 344.

serait pas possible. Car « la condition juridique de la personne naturelle est substantiellement différente de la personne physique (1) ».

Cette assimilation est le point de départ de toutes les solutions de l'auteur (2). La personne physique existe par elle-même, la personne morale n'existe que par la loi qui lui attribue la vie dans un but juridique (3).

La personne physique a, par sa nature, des aptitudes aux droits. La personne morale n'en a pas, elle ne jouit que des droits qui lui ont été accordés par la loi en vue d'un but spécial (4).

On voit donc que Fiore adopte le point de vue de Laurent et de la majorité de la jurisprudence.

Seulement, après avoir posé le principe qui précède, il fait intervenir un nouveau facteur, de nature utilitaire et de tendances libérales. C'est un principe qui doit être, dit-il, à la base de toute société moderne,

(1) Fiore, *op. cit.*, p. 344.

(2) « Nous sommes convaincus que le fait de n'avoir pas pris comme point de départ l'assimilation a constitué la principale cause du manque de raisonnement et a contribué à rendre défectueuses, faibles et incertaines les conclusions auxquelles on a abouti ». (Fiore, *op. cit.* T. I, p. 345).

(3) Fiore, *op. cit.*, t. I, p. 345.

(4) Fiore, *op. cit.* p. 345.

« c'est la haute conception de la solidarité des peuples civilisés et leur communauté de droit peut nous amener à accepter en partie les conclusions des auteurs qui, dans un but louable, ont tendu à assurer aux personnes morales la vie internationale, et à élargir la sphère de leur activité afin de leur accorder des moyens plus étendus pour atteindre le but de leur utilité publique » (1).

Sur cette conception sociale du rôle de la personnalité morale, l'auteur n'est plus d'accord avec Laurent. Au contraire, il se rapproche sensiblement de cette jurisprudence qu'il a critiqué (2). C'est ainsi

(1) Fiore, *op. cit.* p. 346,

(2) « Que ce n'est pas un argument que celui que la personnalité juridique doit être considérée comme un être constitué *propter utilitatem publicam*, et que ce qui a été reconnu utile dans un lieu ne peut pas toujours être reconnu utile dans un autre, puisque le législateur italien a voulu se séparer de l'autre école de stricte réciprocité », « et de l'utilité actuelle et directe pour suivre uniquement ces principes de justice suprême qui sont au-dessus de toute considération d'intérêt individuel et dont l'utilité est universelle pour toutes les nations » (Cour de Cass. de Turin, 18 novembre 1882).

Et plus loin « la loi en vertu des principes de solidarité qui existent entre les nations accorde les droits civils au corps moral légalement reconnu à l'étranger » (même arrêt).

qu'abandonnant le terrain purement juridique, il s'attache à des considérations d'ordre social au principe de la solidarité humaine.

L'auteur reconnaît aussi qu'on ne peut pas dire de toutes les personnes morales qu'elles sont des êtres fictifs et artificiels, « quelques-unes ont un *susbstratum* réel et objectif » (1).

Parfois, elles sont des organismes nécessaires : l'Etat par exemple. D'autres fois, elles sont le « résultat spontané de l'activité humaine », « des formes naturelles de l'esprit d'association alimenté par des besoins effectif et réels » (2). Le législateur ne crée pas ces organismes ; il les trouve déjà formés par le développement naturel de l'activité humaine (3).

La personnification a sa raison véritable dans les personnalités humaines qui sont à la base.

Produits nécessaires, résultats spontanés des activités humaines, ces organismes doivent bénéficier de la vie internationale.

Mais, d'autre part, on ne doit pas oublier le principe de l'assentiment de la force publique qui se traduira de deux manières :

D'une part, ce sera l'Etat où la personne morale

(1) Fiore, *op. cit.*, p. 346.

(2) *Idem*, p. 347.

(3) *Idem*.

s'est constituée qui donnera son adhésion en se prononçant sur l'utilité économique et sociale de la personne morale. Et puis, ce sera l'Etat territorial qui se prononcera lui aussi, s'il entend recevoir dans son sein une personne morale étrangère, en se plaçant au point de vue de son intérêt. Son adhésion sera le résultat d'une enquête policière de sa part.

« En effet, dit Fiore, comme leur existence est toujours motivée par des considérations d'intérêt politique, économique ou moral, reconnus par l'autorité publique, il peut arriver que la reconnaissance de l'existence de la personne morale puisse par elle-même constituer une atteinte au droit public territorial. Il est dès lors indispensable pour protéger les droits de la souveraineté territoriale, que la personne morale étrangère soit reconnue par le pouvoir suprême de l'Etat » (2).

Cette reconnaissance n'équivaut pas à une nouvelle création; la personne morale existe en vertu de la loi de son pays.

La reconnaissance peut être tacite, et c'est ainsi qu'elle se manifeste pour les Etats étrangers; elle peut aussi se présenter sous la forme d'une autorisation de la part du pouvoir territorial.

(1) Fiore, p. 350.

(2) *Idem.*

Ainsi l'on donne raison au principe de la solidarité nécessaire des peuples et l'on satisfait les besoins économiques en décidant que la personne morale existe en vertu de la loi du pays qui lui a donné naissance, et que si l'autorité territoriale intervient, c'est uniquement pour représenter ses intérêts, nullement pour cette raison qu'on serait en présence d'une fiction expirant aux frontières de l'Etat créateur (1).

THEORIE DE M. BAUDRY-LACANTINERIE ET M. HOUQUES-FOURCADE

D'après ces hauteurs la théorie de la fiction, sur le terrain strictement juridique, ne mettrait pas obstacle à l'expansion de la personne morale dans la vie juridique internationale. En apparence, il semble que la fiction conduirait à confiner la personne morale dans les limites de l'état créateur. Mais en réalité cette conséquence ne s'impose pas. Il est incontestable que, s'il s'agissait d'exercer une fonction publique dans l'état étranger, on ne pourrait pas reconnaître à l'étranger, la personnalité morale de plan droit. Mais

(1) Fiore, *op. cit.* p. 351.

si, sans avoir de pareilles potentions, la personne morale se borne à réclamer des droits sur le terrain du droit privé, il n'y a plus que l'application du principe de la personnalité des droits proclamé par le droit international moderne (1).

Le fait que nous sommes en présence d'une fiction ne suffirait pas à modifier la règle ordinaire. Des exemples montrent que la fiction a force à l'étranger. Ainsi la fiction que l'enfant simplement conçu est réputé né s'applique partout. On ne la confine pas dans une étroite territorialité.

Le bénéfice de la vie internationale apparaît encore plus facile à accorder si l'on considère la personne morale comme le produit de l'autonomie des volontés particulières créés par les volontés individuelles.

Des volontés individuelles on crée d'une part des rapports entre les parties, puis elles ont créé l'unité par la fusion des individualité. Si l'on admet à l'étranger la validité des rapports créés par les volontés individuelles.

Il n'y a pas de raison pour ne pas admettre l'existence de l'unité qui en résulte (2). On ne put logiquement accepter le premier effet et repousser le second.

A l'objection tirée de l'ordre public un peut victo-

(1) Baudry : *Traité E.* 2 p. 385.

(2) Baudy. *Traité E.* 1 p. 386 388.

rieusement répondre. On soutient que, dans une législation où les nationaux ne peuvent constituer un corps distinct que sous certaines mesures, il est curieux de voir les étrangers soumis à un régime plus libéral. La réponse est facile. Cet étranger ne veut exercer tous les actes juridiques qui lui sont permis dans le pays où il exerce sa fonction sociale. Les actes qu'il veut accomplir sont de nature toute privée et ils ne tendent nullement à accaparer la fonction publique.

Seulement il s'agit de savoir si la seule existence dans un pays étranger, sur terrain du droit privé, de ces personnes morales, est contraire à l'ordre public.

Mais comment pourrait-on soutenir une telle thèse quand la législation même de ce pays consacre l'existence de corps sociaux identique? (1)

APPLICATION DE LA THEORIE DU PATIMOINE COLLECTIF

Pour ceux qui soutiennent avec M. Planiol qu'il n'y a pas vraiment de personnalité morale, que tout se réduit à une question de patrimoine et qu'il n'y a

(1) Baudry-Lecantenerie F. 1 p. 388, *op cit.*

pas un autre sujet de droit que les Associés soumis à ce régime spécial de la propriété collective, il est évident qu'il n'y a non plus de question nouvelle en droit international. La personne morale bénéficiant des droits sans contestation, puisqu'il n'y a rien de plus que les particuliers eux-mêmes.

THÉORIE DE LA FICTION DOCTRINE

D'après cette théorie la personne morale est une fiction, qui résulte d'un procédé intellectuel.

C'est une opération correcte que l'on fait en passant « d'une comparaison exacte et saisissante à une fiction commode et synthétique » (1).

Mais cette conception intellectuelle. Cette expression commode n'a aucun effet pratique.

Pour la question pratique voilà la solution relativement à la question de droit international.

1) Le contrat de société ou d'association est valable dans n'importe quel pays en vertu de ce principe de droit international que tout acte fait sous l'empire

(1) Vareilles. Sommières p. 637, *Op., cit.*

d'une loi doit être apprécié par tout ailleurs d'après cette loi (1).

2) Les sociétés et associations n'étant autre chose que les associés au sociétaires ont en principe dans tout pays l'exercice des droits civils (2).

Et cela sans le bénéfice de deux restrictions :

1) Celle apportée par la loi territoriale aux droits des individus étrangers (3).

2) Les restrictions apportés par la loi territoriale aux sociétés et associations (4).

(1) Vareilles-Sommières 341.

(2) *Idem*.

(3) *Idem*. 342.

(4) *Idem*.

JURISPRUDENCE

THÈSE RESTRICTIVE

La jurisprudence a eu maintes fois l'occasion de se prononcer sur cette question si discutée en doctrine. En l'absence de texte, c'est aux tribunaux qu'il incombait de dire le droit et leurs décisions prenaient par là même une valeur considérable.

La jurisprudence s'est attachée généralement à la théorie fictioniste. Pour elle les personnes morales sont des êtres purement imaginaires, créées de toutes pièces par la loi territoriale.

Toutefois nous devons dire que la cour de Cassation de Belgique (1), par laquelle nous commencerons

(1) En 1847, elle rendit un arrêt diamétralement opposé à celui-ci. Nous en parlerons dans la seconde partie de cette analyse de la jurisprudence.

cet exposé, base sur argumentation d'une manière principale sur un article du Code de commerce qu'elle considère, à tort ou à raison, comme étant d'ordre public.

Il en est de même de la Cour de Cassation de France.

Mais l'attitude de la jurisprudence roumaine est bien différente. Car les espèces à propos desquelles elle s'est formée réoffraient par des sociétés commerciales, mais des institutions désintéressés. En outre la législation roumaine ne contient aucune disposition semblable à celle du code de commerce français dont il s'agit.

Cour de Cassation de Belgique(1).

En 1849, la Cour de Cassation belge eut à se prononcer sur la personnalité morale, sur la question du statut personnel relativement aux personnes morales, sur l'autorisation et l'ordre public. Elle précisa notamment que les sociétés anonymes établies à l'étranger ne peuvent rester en justice en Belgique sans y être autorisées par le gouvernement belge (2).

(1) Arrêt du 8 février 1849. Pas. Belge. 49 p. 221.

(2) Pas. Belge 1849 p. 221.

L'espèce qui était soumise à la Cour se présentait de la manière suivante : une Compagnie d'assurances générales, établie à Paris, autorisée par les ordonnances du roi des Français en date du 14 février 1819 et du 25 septembre 1834, passa un contrat relatif à un vaste immeuble situé à Bruxelles... L'assuré était en retard pour le paiement de ses primes. Il fut assigné devant le tribunal de première instance de Bruxelles. Le défendeur opposa à la société une fin de non recevoir tirée de ce que les sociétés anonymes, étant des personnes civiles, ne pourraient exister en Belgique que par suite d'une autorisation royale conformément à l'article 37 du Code de Commerce (1).

Adoptant ces conclusions, le tribunal décida qu'une société anonyme étrangère, comme toute personne morale, est dépourvue d'existence vis-à-vis de l'Etat belge et des nationaux belges, l'exception pouvant seulement être faite pour l'Etat et ses organes (2).

La Compagnie d'assurances se pourront en Cassation pour fausse application de l'article 35 du Code de Commerce et violation de l'article 15 code civil.

La Cour de Cassation, sur les conclusions du minis-

(1) La société demanderesse n'avait jamais obtenu cette autorisation de la part du gouvernement belge. (Pas. belge 1849. p. 22).

(2) Pas. Belge 1849, p. 221.

tère public (1), confirma la thèse restrictive du tribunal. Elle abandonnait ainsi la première jurisprudence qu'elle avait adoptée dans l'affaire de la société *La France* en 1847 (2).

Son raisonnement est le suivant. Quand une personne réclame de prétendus droits, la première question à résoudre est celle de savoir si elle existe. Or, dans l'espèce, nous sommes en présence d'un être artificiel, fictif, d'une création de pur droit civil inconnue au droit international et « qui échappe à ses principes » (3) Cet être, créé par la loi étrangère, doit nécessairement finir avec elle (4). Lui reconnaître l'existence serait étendre hors de ses limites la Souveraineté du pays qui l'a créée et, en même temps, empiéter sur la Souveraineté de l'état belge.

L'exception à cette règle ne peut être admise que pour l'Etat et ces organes. En effet, la jurisprudence de la cour nous dit « Que si les communes des états

(1) M. Leclercq soutient en effet qu'une personne morale étrangère non autorisée par la souveraineté locale, ne peut exercer ses droits. C'est le droit, et rien que le droit, qu'il faut avoir en vue, observa-t-il. (Pas. Belge 1849).

(2) Voyez plus loin cette jurisprudence.

(3) Par. belge 1849 1^{re} partie. Consid. de la Cour de Can.

(4) Pas. belge, op. cit. *idem*

(5) *Idem*.

étrangers et les établissements publics qui en dépendent, tels que les fabriques d'églises, les hospices, les bureaux de bienfaisance sont reconnus en Belgique comme des personnes civiles capables d'y posséder et d'y exercer des droits, ce n'est pas la vertu des dispositions du droit civil particulier à ces états, mais bien par l'application du droit des gens international. Qu'en effet, les communes faisant partie de l'existence même des états dont elles sont les unités constitutives, son reconnues comme personnes civiles en Belgique par cela même que ces états y sont eux mêmes reconnus par les relations d'anistie et d'affaire que le Gouvernement belge entretint avec eux ; qu'il n'a pas de même des établissements privé tels que les sociétés anonymes dont l'existence ne peut se confondre avec celle des états étrangers dans lesquels elles sont établies ». (Pas Belge, 1849 première partie).

En outre l'article 37 dispose qu'une société anonyme ne put exister qu'avec l'autorisation du roi (1). Or cet article est général et s'applique aux sociétés étrangères aussi bien qu'aux sociétés nationales. Car le motif qui l'a fait édictés est d'ordre public et visé non seulement les intérêts des actionnaires et des tiers, mais principalement le crédit public et la tran-

(1) Pas. belge : considérant de la Cour de Cassation.

quillité générale. C'est ce qui résulte des discussions qui eurent lieu au Conseil d'Etat et de l'exposé des motifs au corps législatif (1).

Quant à l'article 15 du code civil, il permet qu'un belge soit traduit devant un tribunal de Belgique pour des obligations contractées en pays étranger, même avec un étranger. Mais cela ne peut pas dire qu'on ne soit pas obligé de prouver l'existence même de la personne morale (2). C'est une question préjudicielle, qu'il faut d'abord trancher pour pouvoir ensuite appliquer l'article 15. De plus on ne peut pas invoquer le principe de réciprocité résultant de l'article 3 du Code Civil (3) et dire que la loi française régit même en Belgique l'état et la capacité de la compagnie demandeuse. Car la question préjudicielle de l'existence même de la compagnie se pose toujours. Or à cette question il faut répondre négativement

(1) Art. 37 : « La société anonyme ne peut exister sans l'autorisation du roi et sans son approbation pour l'acte qui la constitue. Cette approbation doit être donnée dans la forme prescrite par les règlements d'administration publique ».

(2) Pas. belge 1849, p. 240.

(3) L'art. 3 § dernier. « Les lois concernant l'état et la capacité des personnes, régissent les Belges, même résidant en pays étrangers ».

puisque'il s'agit d'une personne morale étrangère non reconnue en Belgique. L'article 3 ne s'applique d'ailleurs qu'aux personnes physiques, il vire ce que les Romains appelaient le « status hominum ».

Si l'on supposait même son application possible aux personnes civiles, il n'en résulterait aucunement que les tribunaux de Belgique fussent tenus de décider de l'état et de la capacité de la demanderesse d'après les lois françaises (2). Ni l'article 3, ni aucun autre n'impose aux tribunaux belges d'appliquer la loi étrangère relativement à la capacité. Inversement, les tribunaux étrangers ne sont pas tenus d'appliquer la loi belge pour régler la capacité des belges (3).

Enfin les meilleurs auteurs admettent que l'extension du statut personnel n'est pas possible dans un pays étranger, quand il serait de nature à compromettre les intérêts nationaux et l'ordre public (4).

Or, c'est précisément le cas pour ces vastes sociétés anonymes qui doivent, à cause des abus qu'elles peuvent engendrer, être soumise à une rigoureuse autorisation.

« La puissance publique de Belgique est seule

(1) Pas. belge 1849, p. 244.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

capable d'apprécier au point de vue de l'ordre public et des intérêts belges si une société anonyme est utile ou dangereuse (1) ».

COUR DE CASSATION DE FRANCE

Un procès analogue à celui que nous venons de voir se présenta devant la Cour suprême de France. Il s'agissait de savoir si les sociétés anonymes étrangères, même régulièrement constituées dans leur pays, peuvent exercer des droits en France, lorsqu'elles n'ont pas été spécialement autorisées dans ce dernier pays.

(1) Pas. belge 1849, p. 241, 1^{re} partie.

(2) Dalloz 1860, p. 444.

(3) La société anonyme suisse, la « Franco-Suisse » dûment autorisée en Suisse, avait son siège social à Genève (Trib. de Valognes 25 juin 1859, D. 60 p. 444), mais n'avait pas été autorisée en France. Elle actionne le sieur Remillaux devant le tribunal de Valognes. Le défendeur appose à la société son inexistence juridique en France. Le tribunal accueille la thèse de Remillaux et la société se pourvoit en Cassation pour violation de l'article 15 du code civil, du traité du 4 vendémiaire au 12 passé avec la Suisse, et pour fausse application de la loi du 30 mai 1837.

La Cour de Cassation repousse le pourvoi de la société anonyme étrangère. Elle considère que l'article 15 du code civil (1) est inapplicable, qu'alors même que ses termes seraient généraux et s'appliqueraient aux personnes morales comme aux personnes physiques, il faudrait avant tout prouver l'existence de la Société (2).

Or, les sociétés anonymes étrangères, création d'une loi étrangère, n'ont d'existence que là où elles ont été créées.

On ne peut pas davantage tirer argument du traité conclu avec la Suisse le 4 vendémiaire an 12. Ce traité parle des personnes physiques des suisses et des français et il leur accorde réciproquement le droit d'entrer en justice. Mais il ne dit rien des sociétés soumises à l'autorisation du gouvernement. Il ne reconnaît pas l'existence en France des sociétés qui n'ont obtenu que l'autorisation du gouvernement suisse.

En outre la Cour se base sur la loi de 1857 (3).

(1) Voyez la note précédente.

(2) Art. 15 : « Un Français pourra être traduit devant un tribunal de France pour les obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger ».

(3) Art. 1 de cette loi : « Les sociétés anonymes, et autres associations commerciales, industrielles et financières qui sont soumises à l'autorisation du gouverne-

Elle considère que la Société suisse dont il s'agit n'a pas reçu par un décret impérial la faveur que la loi de 1897 établit pour les sociétés belges (1).

Il faut donc appliquer simplement l'article 37 du code de commerce (2) qui est une prescription de police et d'ordre public.

On a vivement contesté cette interprétation de la loi de 1857 (3). On a dit que cette loi n'a pas eu pour objet de modifier la jurisprudence antérieure qui était libérale (4). Elle a été pour ainsi dire une loi de circonstances destinée à tranquilliser les Belges et à faire cesser leurs craintes d'un revirement de jurisprudence (5). Mais la loi de 1857 n'a pas modifié les articles 14, 15, 16 du Code.

Le point de vue de la jurisprudence fut cependant

ment belge, et qui l'ont obtenue, peuvent exercer leur droits, et citer en justice en France en se conformant aux lois de l'empire ».

(1) Un décret impérial, rendu en Conseil d'État, pour appliquer à tous les autres pays le bénéfice d l'article 1^{er}.

(2) Art. 37 : « La société anonyme ne peut exister qu'avec l'autorisation du roi et avec son approbation pour l'acte qui la constitue. Cette approbation doit être donnée dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique. Abrogé par la loi du 24 juillet 1867 ».

(3) D. 1860. 1. 445.

(4) *Idem*.

(5) *Idem*

approuvé par M. Weiss (1) qui, bien qu'admettant que la loi de 1857 n'a pas eu pour but de modifier la jurisprudence libérale, décide néanmoins que le revirement jurisprudentiel doit être approuvé comme conforme aux vrais principes.

Italie

Une partie de la jurisprudence italienne se prononce aussi pour la thèse restrictive.

Ainsi la Cour d'Appel de Casale (2) et la Cour de Cassation de Turin (3) se prononcèrent négativement sur le point de savoir si une personne morale étrangère légalement constituée dans son pays peut exercer des droits en Italie.

Ces arrêts ont décidé que l'article 3 du Code italien est inapplicable aux personnes morales étrangères tant que celles-ci n'ait pas été formellement reconnues par le gouvernement italien (4).

(1) Weiss. *Traité*. T. 2, p. 494. Voyez aussi Michoud qui conteste à cette loi le caractère de loi de circonstance (T. 2, p. 355).

(2) 17 février 1899, La Legge 1899, p. 409. Clunet, 1901, p. 602.

Dans l'espèce, il s'agissait d'une église Metodiste de New-York.

(3) 17 janvier 1900. La Legge p. 258, Clunet, 1901 p. 600.

(4) Cassation précitée.

Il y a là une question préjudicielle. Il existe entre l'homme et la personne morale des différences fondamentales; le premier est naturellement capable d'exercer des droits, tandis que la seconde n'est qu'une fiction de la loi (1) (2).

Mais, si sur les points précédents, les décisions des deux cours sont d'accord, elles diffèrent sur le suivant. La Cour d'appel affirme que le décret d'autorisation pour accepter un legs ne peut pas être considéré comme tenant lieu de reconnaissance de la personne morale. Elle en donne ce motif que le décret royal autorisant une personne morale étrangère à recueillir un legs en Italie n'examine que la question de savoir si ce legs ne présente pas d'inconvénient, d'après la nature de l'acquisition et le but poursuivi par l'institution. Ce décret ne s'occupe pas de savoir si le bénéficiaire est susceptible d'en bénéficier. D'ailleurs, ajoute la Cour, il ne serait pas raisonnable d'admettre que la reconnaissance d'une per-

(1) Cassation précitée.

Article 3, code italien : « L'étranger est admis à jouir des droits civils reconnues aux citoyens ».

(2) L'article 3 n'est pas applicable aux personnes morales avant leur reconnaissance. Décider autrement serait contraire à l'article 12 qui dit que les lois étrangères sont sans valeur en Italie quand elles dérogent aux lois prohibitives du royaume (cassation précitée).

sonne morale étrangère ne soit pas l'objet d'une déclaration explicite (1).

Au contraire, la Cour de Cassation se montre sur ce point plus libérale en décidant que le décret qui autorise l'acceptation d'un legs emporte nécessairement la reconnaissance de la personnalité civile en Italie. En décidant autrement, dit-elle, on ferait du décret qui autorise l'acceptation du legs un texte absolument sans utilité (2).

Ce décret contient une reconnaissance implicite et suffisante (3).

Russie.

Dans le même sens restrictif s'est prononcé la jurisprudence russe (4). Ainsi le tribunal d'Odessa décida que les personnes morales étrangères qui n'ont pas été reconnues par le gouvernement russe et qui ne bénéficient pas d'une disposition spéciale de la loi russe ou d'une convention de diplomatique,

(1) La Cour invoque aussi un argument spécial à l'Italie sur lequel nous ne nous arrêterons pas. C'est celui des catégories ecclésiastiques.

(2) Cassation de Turin précitée.

(3) *Idem*.

(4) Clunet p. 605 (1901). Tribunal d'arrondissement d'Odessa.

ne peuvent exercer aucun droit en Russie. Elle n'y peuvent recueillir des biens à quelque titre que ce soit (1).

Le journal *Prawo* critique ce jugement qui pourtant se trouve en concordance avec une jurisprudence constante (2).

Roumanie

La question se présente d'une manière différente devant les tribunaux roumains qu'en France et en Belgique. (3)

Il s'agissait d'une fondation, personne morale avec caractère intéressé.

Voici la genèse de cette fameuse affaire.

En 1865, le 20 juin, Vanghelie Zapha, grand propriétaire terrien, mourut en Roumanie. Il laissait un

(1) X meurt en Russie et lègue ses biens mobiliers aux communautés des sœurs de charité établies à Cracovie. Ces communautés fonctionnaient exclusivement à l'étranger et n'avaient jamais été reconnues par le Gouvernement russe (Clunet 605).

(2) Arrêt du Sénat dirigeant (département civil de Cassation 25 mai 1883, Clunet p. 605. 1901.

Arrêt du Sénat dirigeant 24 janvier 1896 (Clunet 1897 p. 210.

(3) Arrêts précités.

testament par lequel il disposait de la nue propriété de sa fortune en faveur de la Commission des Olympiques et de l'usufruit en faveur de son cousin Constantin Zappa. En outre, il y avait quelques legs moins importants : 30.000 francs à Anasthasie Zappa et Maria Cocin, frères et sœur du testateur ; et une rente annuelle et perpétuelle de 1000 ducats à la Commission philologique roumaine devenue aujourd'hui l'Académie roumaine.

Evangelie Zappa était sujet grec. Sa succession fut réglée par des dispositions prises par le Consul grec conformément à la décision du gouvernement roumain.

Sur ces entrefaites, Marie Cocin qui avait intenté une action devant les tribunaux roumains renonça à ses prétentions et accepta le legs.

Mais, en 1892, Constantin Zappa, l'usufruitier, cousin d'Evangelie, mourut à son tour. C'est alors que surgit le fameux procès.

Les parents demandèrent aux instances roumaines l'envoi en possession de la fortune d'Evangelie Zappa. L'État hellénique le réclama aussi comme représentant de la Commission des Olympiques en vertu du testament de 1865.

La même prétention fut enfin élevée par l'état roumain qui considérant la succession comme vacante, puisque, d'une part, le testament était contesté et que d'autre part, les parents avaient renoncé.

Le Tribunal donna gain de cause aux héritiers et débouta les États grec et roumain (1).

La sentence du tribunal d'Ilfov fut frappée d'appel devant la Cour de Bucarest. Les représentants de l'État hellénique déposèrent d'intéressantes conclusions :

Les dispositions testamentaires d'Evangelie Zappa en faveur de la Commission des Olympiques s'adressèrent en réalité à l'État hellénique, car cette institution n'est qu'une branche de l'État grec (2). Or l'État hellénique est une personne morale pouvant se prévaloir de ses droits même sur des biens situés en Roumanie.

Au surplus l'autorisation par le Gouvernement

(1) Bouzdougan, *Conditurnea juridica a personaler morale ni Romania*.

La Cour de Bucarest dans l'affaire Zappa (Dreptul 1896, n° 50).

Cour de Cassation de Roumanie, Dreptul 1898, n° 23. Desjardins (Clunet, p. 1009, affaire Zappa 1893. Consultation de la Faculté de droit de Berlin (Clunet, 1893, p. 727). Clunet (1893 p. 727). Demetre Negulesco (Clunet 1906). Martens : mémoire sur le conflit entre la Grèce et la Roumanie concernant Zappa.

Pour les indications sur la jurisprudence grecque, relativement à l'affaire *Zappa Politis* (Clunet 1900 p. 1033).

(2) L'affaire Zappa (Dreptul 1896, n° 50).

roumain a été implicitement donnée par le fait de la réception du legs au profit de la Commission philologique pour l'étude de la langue roumaine, aujourd'hui l'Académie roumaine, qui était alors représentée par le gouvernement roumain. Si la Cour croyait nécessaire une autorisation expresse, on jugeait insuffisante celle qui a été donnée, l'État hellénique demande un terme pour la solliciter.

2) Les prétendus héritiers du sang n'ont plus aucune qualité, car ils ne prouvent pas leur parenté par des actes réguliers. Zappa et Marie Cocin, frère et sœur, d'Evangelie, les seules qui aient eu vocation lors du décès de son dernier, ont renoncé à leurs prétentions, en reconnaissant la validité du testament et en recevant les legs stipulés à leur profit.

3) Enfin, l'État hellénique invoque la prescription acquise par l'expiration de 20 ans grâce à l'intermédiaire de l'usufruitier C. Zappa et en vertu du juste titre qui est le testament.

Ainsi, on le voit, les représentants des intérêts helléniques n'ont pas soutenu que la fondation Zappa pût exercer des droits civils en Roumanie, bien qu'elle n'y ait pas été reconnus. Ils ont au contraire cherché à prouver que la Commission des Olympiques n'était qu'une branche de l'État hellénique et

(1) Affaire Zappa (Dreptul,) 1896, n° 50.

que, comme telle, elle devait bénéficier du régime de faveur établi pour l'État et les organes et qui permet à ceux-ci de réclamer des droits dans le domaine international sans avoir besoin de reconnaissance (1).

Mais la Cour d'appel n'accepta pas ces prétentions et nous allons voir sur quels arguments se fonde la Cour d'Appel pour établir que la Commission des Olympiques n'est pas une dépendance de l'Etat grec (2).

La Cour s'exprime ainsi. Si Zappa avait eu l'intention de gratifier l'Etat hellénique, il l'aurait dit sans détour et franchement; il n'avait pas besoin de gratifier

(1) Ce bénéfice est accordé plus ou moins largement à l'État et à ses organes. Quelquefois, on l'admet seulement pour l'État, les départements et les communes (Weiss II p. 457). Parfois on l'attend à toutes les personnes publiques (décisions de l'Institut de droit international. Session de Copenhague 1897 Cassation belge, D. 1847. 2.1731.

(2) En effet, le décret du 19 août 1858, qui institue la Commission des Olympiques, avec des fonds donnés aussi par Zappa, montre que cette institution a un patrimoine distinct de celui de l'État hellénique, patrimoine destiné aux concours qui sont organisés pour le développement de l'agriculture et de l'industrie du pays.

D'autres décrets et lois qui se sont occupés de cette même institution la nomment (epitropie) fondation des Olympiques ou des legs.

Le décret du 11 août 1865, la loi du 28 mai 1887, la loi du 26 Janvier 1889 montrent également ce caractère de personne morale distincte (Dreptul, 1896, n° 58).

cette commission. D'autre part, il est prouvé, par les actes même, que présente l'Etat hellénique, que la Commission des Olympiques constitue une personne morale distincte avec une administration spéciale et un budget propre (1) C'est un établissement d'utilité publique avec un patrimoine propre et une personnalité distincte.

La circonstance qu'elle a été représentée par le Ministre des finances des grecs n'implique pas que sa personnalité se confonde avec celle de l'Etat. Car la question de la représentation n'est pas la même que celle de savoir s'il existe ou non une personnalité propre.

Après avoir posé ces idées essentielles, la Cour applique à la fondation la théorie fictioniste la plus intransigeante. La fondation de Zappa, n'ayant pas

(1) La loi du 30 novembre 1866 ne laisse aucun doute sur la personnalité distincte des Olympiques. En effet, elle accorde, comme don de l'Etat, le terrain nécessaire pour la construction d'un local de cette fondation (Epitropia) qui porta le nom de Zappion. La loi ajoute que ce terrain fera retour au patrimoine de l'Etat hellénique quand il ne sera plus nécessaire au but poursuivis par la fondation.

Si les Olympiques n'étaient pas personne moral distincte, il n'aurait pas été nécessaire de faire une loi pour lui donner une portion du patrimoine de l'Etat.

(Dreptul 189, n° 50)

été reconnue en Roumanie, n'y a aucune existence juridique (1).

On invoque ensuite le danger que ces personnes font courir par la constitution des biens de main morte. Il est nécessaire qu'à ce point de vue une loi ou tout au moins l'autorité gouvernementale intervienne.

Les personnes morales ne compensent pas du reste l'inconvénient de l'immobilisation des biens par l'exercice d'une fonction sociale analogue à celle qu'elles ont dans leur pays d'origine. Et c'est justement le cas de la fondation des olipiques poursuivant en Grèce le développement de l'industrie et de l'agriculture.

Quant au statut personnel il ne peut être invoqué pour les personnes morales simples fictions. Le statut personnel est adopté pour des motifs de race de climat de nationalité, qui n'ont aucune valeur pour les personnes morales (2).

A l'époque d'Evaghélie Zappa certains textes

(1) La Cour admet que l'état et ses organes sont reconnus de plein droit dans un pays étranger sans aucune autorisation. Cela résulte du soin qu'elle met à établir l'indépendance de la Commission des Olympiques. Mais elle ne veut pas accorder ce bénéfice qu'aux institutions qui sont dans une étroite dépendance vis-à-vis de l'État.

(2) Dreptul, *loc. cit.*

décidaient qu'une fondation ne peut être constituée sans l'intervention de l'autorité. Il serait invraisemblable de faire un régime de faveur pour une fondation étrangère (1).

Alors même qu'on admettrait que l'état hellénique est le véritable bénéficiaire, sa demande devrait être rejetée. Une autorisation du Gouvernement roumain lui serait nécessaire, puisqu'il s'agit d'immeubles situés en Roumanie.

Or l'État roumain n'a pas donné son autorisation. La meilleure preuve en est qu'il a réclamé la succession comme vacante.

Le fait par l'Académie romaine d'avoir reçu le legs ne peut donc équivaloir à une autorisation tacite. Et, d'autre part, la réception du legs de la part de Constantin Zappa n'implique pas la reconnaissance de l'État hellénique comme bénéficiaire. La même observation s'applique à la permission que le gouvernement roumain a donné au consul grec de régler la querelle entre C. Zappa et les autres parents d'Evangelheli lors du décès de ce dernier. Il s'agissait alors, n'ont pas d'une autorisation qui n'ait pas été sollicitée par l'État hellénique, mais du jugement

(1) Le règlement organique et le droit roumain, qui avaient en Roumanie un rôle supplétoire regardent la personnalité morale comme une concession de l'autorité (Dreptul, arrêt cité).

d'un procès sous le régime des capitulations (1) entre des sujets étrangers.

En ce qui concerne la perception de 20 ans, l'arrêt observe qu'il n'y a pas eu mise en possession le consul grec n'avait pas qualité pour se mettre en possession.

D'où il résulte que C. Zappa n'a pu posséder ni pour l'État ni pour les Olympiques (2). D'ailleurs l'usucapion suppose une transmission a non domino accompagnée d'un juste titre et de bonne foi, conditions non remplies dans l'espèce (3).

Sur la renonciation des héritiers lors du décès d'Evangelhélie Zappa, l'arrêt observe qu'un héritier ne peut renoncer a son action que lorsque la nullité sur laquelle celle-ci se base n'est pas d'ordre public. Or, en espèce, il s'agit d'une nullité d'ordre public, puisqu'une libéralité a été faite à une personne morale étrangère non existante en Roumanie, tout au moins non autorisée par le gouvernement roumain.

La renonciation est donc sans effet.

La preuve de la parente n'est pas irrégulière comme faite par des témoins. Les héritiers étant des sujets

(1) Entre C. Zappa et Maria Cocin, sœur d'Evangelhélie.

(2) Dreptul arrêt cité.

(3) *idem*.

turcs on leur applique leur loi national, or la loi turque se contente de ce moyen de preuve (1).

L'argumentation que nous venons d'exposer fut celle de la majorité de la Cour. Mais la minorité émit une opinion divergente (2).

(1) Dreptul, *loc. cit.*

(2) Elle soutint que la Commission des Olympiques fait partie de l'administration de l'État Hellénique. En effet le décret du 25 janvier 1837 institué en Grèce une branche spéciale d'administration publique : la Commission pour l'encouragement de l'industrie nationale. Les douze membres qui la forment sont nommés par décret royal. Les dépenses nécessaires sont prises dans la caisse de l'État. La succession a été recueillie par l'État Hellénique, ainsi que le prouve l'ordonnance du 11 août 1855 affectant les revenus au but déterminé par le testateur et ordonnant que la Commission des Olympiques exécute les clauses relatives à la tenue des Concours. D'ailleurs l'état, dans les Sociétés modernes, n'a pas un rôle restreint ; son action se développe de plus en plus sur le terrain moral et matériel. Ainsi la libéralité de Zappa était faite en faveur d'une branche d'activité rentrant dans les attributions de l'État (Cour d'appel. Opinion divergente).

COUR DE CASSATION

Le même point de vue fut adopté par la Cour de cassation dans l'arrêt du 12 mars 1898. (1) Elle rejette les recours de l'état roumain et de l'état hellénique et donne gain de cause aux héritiers(2).

Elle constatait aussi que la Commission des Olympiques constituait une personne morale indépendante de l'état hellénique et non pas l'un de ses organes (3).

En conséquence, elle applique la thèse restrictive en décidant qu'une personne morale n'a d'existence que dans l'état où elle a été créée et qu'ailleurs il lui faut une reconnaissance régulière.

Considérant que l'individu ne pouvant créer des fictions et des personnes fictives, un tel droit ne put

(1) Dreptul 1898, n° 32.

(2) Le recours de l'État Hellénique se basait sur ces points : erreur grossière de fait, dénaturation d'actes publics, plusieurs omissions essentielles, excès de pouvoir, incompétence.

(3) Les motifs sur lesquels se basait l'État hellénique pour prouver la dépendance de la Commission des Olympiques à l'égard de l'État grec se trouvent dans l'opinion divergente de la minorité de la Cour d'appel.

émaner que de celui dont la volonté s'impose à tout l'État; la création de telles personnes n'ayant comme raison que l'intérêt général, il s'en suit que l'Etat, qui a la mission de défendre les intérêts généraux, a aussi celle de créer les personnes morales. »

« Considérant que si l'Etat peut créer des personnes fictives, mais ne put pas les imposer aux autres Etats; qu'il se heurte à la souveraineté de ces autres Etats; que reconnaître à ces personnes une existence dans les autres Etats serait reconnaître à un Etat le droit de créer des fictions universelles, ce qui est inadmissible ».

De ces idées, il résulte que lorsqu'une personne morale étrangère n'a pas été reconnue par un État, elle n'a pas dans cet État d'existence juridique. Par suite, elle n'y peut exercer aucun droit de propriété ou de créance.

Par conséquent, dit la Cour suprême, les juges de fond ont décidé justement que le legs fait par Euvaghelie Zappa à une Commission dont l'existence n'était reconnue que par l'État hellénique a été faite à une personne inexistante en Roumanie.

Sur la question des capitulations, la Cour suprême déclare qu'il n'y a pas lieu de se prononcer parce que le legs a été fait à la Commission des Olympiques, et non pas à l'État grec (1). Cette question ne se

(1) Sur cette question de capitulation une première théorie a soutenu que les capitulations ont existé en Rou-

pose qu'après la question préjudicielle de l'existence même de la Compagnie des Olympiques sur le terrain du droit international.

CONSÉQUENCES DE LA JURISPRUDENCE

ROUMAINE

DÉCRET DU 13 DÉCEMBRE 1901

Les représentants des intérêts grecs voyant que leur prétention de faire considérer la Commission des Olympiques comme une dépendance de l'État était repoussée, changèrent de tactique et demandèrent à l'État roumain de reconnaître la personnalité morale de la dite Commission, afin qu'elle puisse se prévaloir en Roumanie des droits résultant de la libéralité d'Evangelie Zappa. La commission des legs se présente donc alors, suivant l'idée des instances roumaines, comme un organisme indépendant de l'État.

manie comme faisant partie intégrante de l'empire ottoman, et que, lors de la mort d'Evangelie Zappa, elles étaient encore en vigueur. (Desjardins, Clunet, 1909 et suiv. p. 893.

Mais cette convention a été rejetée avec des arguments solides, par M. Negulesco. Clunet 1906.

Le Gouvernement roumain s'empessa de donner satisfaction aux représentants des intérêts grecs. Le décret suivant parut dans le *moniteur officiel* du 13 décembre 1901.

« La (1) Commission nommée des legs ou des Olympiques est reconnue comme personne morale pour ce cas spécial (2) seulement, et est autorisée à recevoir le legs laissé en sa faveur par le testament du décédé Evanghelie Zappa dans le cas où les autorités judiciaires roumaines lui reconnaîtraient le droit à ce legs. La dite Commission exercera ses droits dans les limites prescrites par les lois de l'État Roumain, respectant spécialement les dispositions de l'article 7 de la Constitution ».

L'article 7 de la Constitution roumaine, auquel fait allusion le décret, a été extrêmement discuté. Il a en effet une importance capitale. Il interdit aux étrangers l'acquisition des immeubles ruraux en Roumanie. Car dit-il, dans son alinéa 5 : « les Roumains seulement et les naturalisés roumains peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie » (3).

Le texte en question semble avoir une portée

(1) Voyez aussi Bouzdougan, *op. cit.*

(2) La succession Zappa.

(3) Voyez l'article de I. Djuvara dans *Clunet* 1892 « Nu-mai Romani său cei naturalisati romaini por doduibi imobile ruralo in Romania ». Art. 7.

générale. Cependant, on se demande s'il faut donner au mot acquérir (a dofindi) un sens général comprenant toute mutation de propriété, soit par testament ou succession *ab intestat*, soit par convention ou prescription; au contraire, faut-il entendre par ce mot seulement l'acquisition volontaire et onéreuse? Pratiquement, la question se posait pour l'acquisition par voie de succession.

Les travaux préparatoires ne sont d'aucun secours pour la solution du problème. Il reste donc le texte qui ne distingue pas. Il faut donc l'appliquer sans distinction.

Mais doit-on aller plus loin et dire que l'étranger ne pourra même pas recevoir en argent la valeur d'un immeuble? On répond négativement. Nous souscrivons à cette solution. L'héritier étranger recevra donc sa part héréditaire en argent, en échange de sa part en immeuble ruraux, ainsi que l'a décidé la Cour de Cassation roumaine(2).

Cet article doit être *a fortiori* appliqué aux personnes morales. Car le danger qu'elles font courir est plus grand que celui qui vient d'une personne physique. D'ailleurs, le texte est général, d'ordre public et il doit être appliqué *erga omnes*. Il serait

(1) Denesco. Cours de droit public, p. 514.

(2) Voyez citations dans Nacou, t. I. Droit civil. Elle donna cette décision en s'inspirant des principes humanitaires.

singulier d'accorder aux personnes morales plus de droits qu'aux personnes humaines. Donc une personne morale étrangère, qu'elle quelle soit, ne peut recevoir de legs en immeubles ruraux en Roumanie. Tout au plus pourra-t-elle recevoir en vertu de la théorie bienveillante que nous venons d'indiquer, la valeur en argent des biens qui lui ont été laissés par succession.

DISCUSSION PARLEMENTAIRE SUR LE DECRET DU 13 DÉCEMBRE 1901.

Le décret du Gouvernement roumain donna lieu à une vive discussion au sein du Parlement roumain. L'opposition l'accueillit très mal et l'un des députés conservateurs adressa au Président une interpellation dont voici la substance (1).

On reprochait au Gouvernement d'avoir empiété sur le pouvoir législatif et violé la Constitution. La loi seule, disait-on, aura pu reconnaître la Commission des Olympiques comme personne morale. Un

(1) Alex Marghiloman, actuellement ministre de l'intérieur de la Roumanie.

simple décret royal ne suffit pas pour reconnaître un droit en corrélation avec notre droit public et qui peut préjudicier aux intérêts les plus vitaux (1).

D'autre part, on a ainsi créé un fâcheux précédent. « Nous avons laissé tomber de nos mains, dit-il, la meilleure arme que nous avons pour nous défendre contre les instances, soit des amis trop exigeants, soit des voisins trop forts, » en laissant le Gouvernement prendre une attribution qui appartenait au corps législatif (2).

A ces affirmations du député opposant le président du Conseil d'alors répondit en ces termes (3) :

« En ce qui concerne les périls annoncés, je les considère comme chimériques. J'ai la conviction, et cette conviction est basée sur des faits historiques de l'État roumain, que toutes les fois qu'on a soutenu un droit incontestable, appuyé sur la raison et la bonne foi, un droit en accord avec le droit des gens et avec le sentiment général des peuples cultivés, le monde entier nous donna raison. Et ce n'est que dans la décadence complète de l'Etat qu'on pourra nous refuser une chose réclamée justement. Si une

(1) Bouzdougan, *op. cit.* p. 90. Compte rendu du discours de M. Marghiloman.

(2) *Moniteur officiel* n° 22 du 12 janvier 1902, p. 237 et Bouzdougan, *op. cit.* p. 90.

(3) Der Sturdzea, ancien chef du parti libéral.

chose est juste pour nous elle doit l'être aussi pour les autres. »

« Si nous avions des prétentions contraires aux sentiment des États civilisés, l'opposition publique des peuples surgirait contre nous pour déclarer que nous ne faisons plus partie de la société des peuples civilisés. » (1).

CRITIQUE.

Après avoir exposé la jurisprudence, nous devons l'apprécier et en montrer les erreurs fondamentales.

La question que les tribunaux ont eu à résoudre n'est résolue par aucun texte législatif. Le seul point réglé par quelques législation, par la France notamment était celui de la formation même de la personne morale au sein de l'Etat créateur.

Tout autre est la question de savoir si une personne morale légalement existante dans un pays peut se prévaloir de cette existence dans un pays étranger.

La jurisprudence, au lieu de se conformer aux

(1) *Moniteur officiel loc. cit*, Bouzdougan *op. cit.* p. 107.

tendances libérales et aux nécessités économiques, s'est enfermée dans le principe de la fiction, dont elle a fait un dogme, et dont elle a tiré les dernières conséquences restrictives.

Cette jurisprudence a été désapprouvée par tous ceux qui se préoccupent du côté utilitaire du droit. Nous avons vu la France et la Belgique faire chacune une loi pour échapper aux conséquences malencontreuses de cette manière de voir des tribunaux; ces pays ont admis, sous certaines conditions, les sociétés commerciales au bénéfice de la vie internationale (1).

Nous avons vu que la jurisprudence elle-même a apporté une exception à sa thèse en admettant l'état et ses subdivisions à la vie internationale sans autorisation.

En définitive, il y a une différence de traitement entre les Etats, ses subdivisions, et les sociétés commerciales d'une part, les autres personnes morales d'autre part.

Une autre inconséquence à laquelle arrive la jurisprudence est celle-ci. Elle n'admet pas qu'une société anonyme non autorisée conformément à la loi de 1857, puisse agir comme demanderesse, mais elle permet d'agir contre elle comme défenderesse, sous ce pré-

(1) Loi, 1857, précitée pour la France.

texte qu'en tant qu'association de fait elle est responsable de ses engagements envers les Français (1), et justiciabe de la juridiction française.

L'argument invoqué est l'article 14 du code civil aux termes duquel les tribunaux français sont compétents pour connaître des obligations contractées par des étrangers envers des Français (2).

Cette thèse a été considérée avec raison comme absurde et inexcusable (3).

La jurisprudence eût mieux fait de s'inspirer des nécessités sociales communes à tous les peuples civilisés, de considérer que dans toutes ces personnes morales ce sont des hommes qui s'agitent, que les entraver c'est s'opposer au libre développement des activités humaines, qu'enfin une véritable solidarité doit rester entre les peuples civilisés.

Condamnables sur le terrain de l'utilité, la jurisprudence l'est également sur le terrain théorique.

Nous avons précédemment montré l'erreur de la théorie fictioniste. Dans le phénomène de la personnalité morale se trouvent tous les éléments nécessaires à la nation sociale de sujet de droit. Les personnes

(1) Cass. 19 mai 1863 D. 63. 1. 223, Cass. 14 novembre 1864 D. 64. 1. 468.

(2) *Idem*.

(3) Pillet p. 185, *Op. cit.* Despagnet Précis p. 87 juge peu équitable que la société se prévale de l'inaccomplissement des formalités légales pour s'exonérer de ses obligations.

morales représente des intérêts individualisés, une volonté libre et intelligente ; elles correspondent aussi à un intérêt social.

Aussi, contrairement à la jurisprudence continentale (1), une jurisprudence libérale se manifeste en Angleterre. Celle-ci reconnaît l'existence juridique des corporations régulièrement créées en pays étranger. Journallement (2), elle leur accorde le droit d'ester en justice. C'est l'application du principe que l'état des personnes est déterminé d'après la loi du domicile (3).

La capacité de contracter des corporations est cependant limitée de deux façons en Angleterre : d'abord par leur statut personnel déterminant leur sphère d'activité (4). Ainsi une corporation ne pourra acheter de terres nulle part si d'après son acte constitutif

(1) Cassation France D. 1860. 1. 444, cass. Belge Pas. belge 1849. 1. Cour d'appel de Casale. La Legge 1889. 1, 409 Clunet 1902. p. 602. Cass. Turin La Legge 1900-258. Clunet 1901, p. 600, Cour d'appel de Bucarest, Duflul, 1896. n° Cassation roumaine, 1898, n° 32.

(2) Dicey p. 432. *Le statut personnel anglais*, traduction Stocquart, 2 vol.

(3) Dicey p. 342 art. 25.

(4) Entre l'Angleterre et la France et l'Angleterre et la Belgique existent deux traités, par lesquels on reconnaît l'existence juridique dans l'un de ces pays d'une société commerciale régulièrement existante dans l'autre.

elle n'aura pas une telle faculté (1), puis par les lois du pays où l'acte sera accompli (2) car elle doit se conformer aux lois d'ordre public et aux simples lois prohibitives.

Cette dernière restriction ne diminue en rien le caractère libéral du droit Anglais, puisque toute liberté doit avoir un correctif dans les lois qui intéressent l'ordre public. Ce point de vue libéral a été également adopté par une Cour d'appel mixte d'Alexandrie par une de ses décisions de 2 janvier 1897.

Elle a reconnu en effet à une compagnie, constituée en Angleterre la capacité légale d'ester en justice en Egypte sans reconnaissance spéciale (clavet 1898, p. 189).

THÈSE LIBÉRALE.

La jurisprudence de la Cour suprême de Belgique (3) se montre libérale à l'occasion d'un pourvoi formé par la Société anonyme *la France* contre la sentence du tribunal de Namur du 10 juin 1846. La

(1) Dicey p. 436 Al.

(2) *Idem*.

(3) 22 Juillet 1847, Dalloz 1847. 2 171

question était de savoir si une société anonyme française régulièrement autorisée en France pouvait poursuivre devant les tribunaux belges l'exécution d'un contrat passé en Belgique avec un belge. Plus généralement est-ce que une personne morale étrangère légalement constituée dans son pays peut contracter et rester en justice en Belgique.

La Cour suprême répondit affirmativement. Ses arguments furent les suivants :

« C'est, dit-elle, un principe fondamental admis par toutes les nations civilisées que l'état et la capacité des personnes sont régis par les lois du pays auquel elles appartiennent. Ce principe, également proclamé par l'art. 3 du code civil, doit s'appliquer aux personnes morales aussi bien qu'aux personnes physiques. En effet, le texte ne distingue pas : Il n'y a nulle part de règles exceptionnelles pour les personnes morales. Et il y aurait le même inconvénient à modifier la capacité des personnes, qu'elles quelles soient, suivant les divers pays où elles auraient à exercer leurs droits.

D'autre part, on n'a jamais contesté la qualité de personnes morales aux établissements de bienfaisance dans leurs rapports avec les pays étrangers. Si l'on a considéré ces établissements comme nécessaires dans un Etat (1) ce n'est pourtant que par

(1) Dalloz 1847. 2. 171 arrêt cité.

une fiction de la loi qu'ils sont assimilés aux personnes réelles. Cette fiction doit conserver son autorité en dehors du pays créateur non seulement pour ses institutions mais aussi pour les autres personnes morales étrangères à moins qu'une disposition expresse n'en empêche une semblable disposition n'existe pas dans la loi belge (1).

En ce qui concerne spécialement les sociétés anonymes étrangères si le législateur avait entendu les soumettre à une préalable autorisation, il avait pris la peine de le dire (2).

On ne peut pas opposer l'art 37 du Code de Commerce qui s'occupe uniquement des sociétés anonymes à établir en Belgique ce serait l'appliquer à une espèce qu'il ne prévoit pas. (3).

On ne peut pas davantage soutenir que c'est donner un privilège aux sociétés étrangères. Si la loi a soumis à une autorisation les sociétés anonymes qui se constituent dans le pays, c'est dans l'intérêt des « regnicoles », pour leur éviter de compromettre leur fortune dans des entreprises nationales. Mais elle n'a pas prétendue sauvegarder les intérêts de ceux qui risquent leurs capitaux dans des entre-

(1) D. 1847, 2, 173.

(2) *Idem*

(3) *Idem*. Voy. l'art. 37 précédemment cité.

prises étrangères. Il serait d'ailleurs impossible de leur offrir les mêmes sûretés (1).

Du reste comment comparer la situation des sociétés étrangères avec celle des sociétés nationales, dans le pays, puisque ces dernières offrent au public des garanties importantes qui font défaut aux premières (2). Elles ont en ce sens une position privilégiée.

Le public trouve des avantages notables par suite de ce que le capital social existe dans le pays, de ce que le contrôle du gouvernement s'exerce sur l'organisation et le fonctionnement de l'entreprise, par suite enfin du recours devant les juges du pays (3).

La Cour observe encore qu'un danger peut venir d'un particulier aussi bien que d'une société. Si l'étranger, individu ou société, devient hostile aux intérêts belges, des mesures directes peuvent être prises contre leurs entreprises, quelles qu'elles soient (4).

Méconnaître aux sociétés commerciales la capacité en dehors des limites de leur pays, ce serait compromettre d'innombrables transactions internationales (5).

(1) D. 1847, 2, 173.

(2) *Idem.*

(3) D. 1847, 2, 173.

(4) D. 47, 2, 173.

(5) *Idem.*

Dans le sens de la thèse libérale se sont prononcé aussi la Cour d'appel de Gênes et la Cour de Cassation de Turin (1), en admettant pour les personnes morales, sans une préalable autorisation le bénéfice de la vie internationale quant à l'exercice de droits civils. En effet, elles reconnaissent en faveur des personnes morales que l'article 3 du code civil italien qui dit que « l'étranger est admis à jouir des droits civils attribués aux citoyens », leur est applicable.

Une interprétation restrictive de ce texte, dit-elle, serait contraire « à l'esprit de la loi qui en admettant inconditionnellement l'étranger à jouir des droits civils attribués aux citoyens, avait marqué un véritable progrès dans les relations nationales privées » et vouloir inviter les peuples « à former une seule famille à l'égard de tous les rapports civils économiques et politiques qui représentent une si grande part de bien-être matériel et moral de la nation »(2).

Le législateur italien a voulu abandonner le principe de stricte réciprocité pour s'inspirer de ces idées de justice suprême qui ne sont pas séparées de cette

(1) Gênes 6 août 1881, (*Annali della giurisprudenza italiana*, 1882, 3^e partie, p. 41.

Cassation de Turin, 18 novembre 1882.

Cassazione et aussi Fiore, II, p. 341 et 5.

(2) Cour de Cass. arrêt cité.

utilité, entendue en sens large qui est universelle pour toutes les nations (1).

La jurisprudence considère comme un bénéfice acquis au patrimoine humain, les avantages ainsi concédés aux institutions des diverses nationalités (2).

Mais, si en vertu de ce principe de solidarité, on accorde à ces intentions l'exercice des droits civils, on ne doit pas bien entendu aller plus loin, et les admettre à exercer aussi les fonctions publiques ou sociales qu'elles possèdent dans leur pays et « déployer l'activité de leur propre organisme » (3).

(1) Arrêt cité de la Cour de Cass. de Turin.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

CONCLUSION

Le moment est venu de faire connaître notre manière de voir relativement au problème de la personne morale en droit international privé.

Dans le chapitre préliminaire, lorsque nous avons étudié la question de la nature juridique de la personnalité morale, en droit pur, sans nous préoccuper des conséquences des solutions adoptées dans le domaine du droit international, nous avons soutenu que la personne morale est un véritable sujet de droit qu'il convient de placer à ce titre à côté de la personne physique.

Nous avons alors rattaché la personne morale à la notion générale de sujet de droit qui embrasse à la fois ces deux entités : la personne physique et la personne morale.

Nous avons montré comment, dans ce phénomène juridique de la personnalité morale, on rencontre tous les éléments nécessaires et suffisants de ce que l'on appelle scientifiquement un sujet de droit.

Nous avons rejeté non seulement la théorie fictionniste, mais les théories autres que celles de la réalité comme ne répondant pas à la réalité des faits et n'en fournissant pas une explication adéquate.

Dans la personne morale, avons-nous dit, on aperçoit d'une part une volonté et un intérêt individualisés, d'autre part un intérêt social et économique évident dans notre société moderne. Ces éléments font de la personne morale quelque chose qui, loin d'être une fiction, constitue une profonde réalité et s'impose au législateur.

En outre de ces raisons théoriques, il ne faut pas perdre de vue qu'il y a, à la base de la personnalité morale, les activités individuelles des hommes. Refuser la vie internationale aux personnes morales, c'est donc entraver le libre développement des activités humaines quand elles revêtent la forme de la coopération (1).

Le progrès économique et social réclame une solution libérale du problème. Une véritable solidarité

(1) Pillet *op. cit.*

doit exister entre les peuples (1) pour qu'ils puissent atteindre leur but commun (2).

Après avoir posé cette vérité fondamentale que la personne morale est une réalité qui s'impose au législateur, nous avons recherché comment on a proposé de régler la capacité de ce sujet de droit dans le domaine du droit international privé.

On a voulu rattacher la capacité de la personne morale quand à l'exercice des droits privés à l'article 3 code civil en disant que ce texte est susceptible d'une interprétation extensive (3). Mais soutenir cette opinion, c'est dépasser la loi. L'article 3 paraît bien ne s'occuper que des personnes physiques et son extension aux personnes morales semble arbitraire.

Mais, si l'on ne peut fonder la capacité internationale des personnes morales sur un texte précis de la loi civile, il n'en est pas moins vrai que cette capacité doit être déterminée par le statut personnel.

Un principe d'une portée générale domine tout le droit international moderne. M. Pillet l'a formulé dans ces excellents termes : « Le droit international a pour but de rendre l'application du droit aussi

(1) Jurisprudence de la Cour de Cassation de Turin, voyez page 110.

(2) Cassation Turin, 18 novembre 1882, Cassazione Fiore, *op. cit.* p. 341 et suiv.

(3) Même arrêt et Cassation Belgique, D. 1847 2. 171.

indépendante que possible de la différence des systèmes juridiques des nations (1). Les avantages de cette conception sont manifestes.

Elle procure aux relations internationales les bénéfices accordés par le droit « aux rapports qui lui sont soumis » : la connaissance de la règle juridique à suivre, la conformité de cette règle avec les besoins qu'elle doit satisfaire et la sécurité de tous ceux qui se sont conformés à la loi (2). C'est la consécration du droit acquis dans les relations internationales.

Soit qu'il s'agisse de personnes physiques, soit qu'il s'agisse de personnes morales, il y aurait un désavantage évident à leur continuel changement de capacité (3). Celle-ci, en effet, loin de garder une uniformité nécessaire, serait en quelque sorte déterminée par des faits accidentels.

Mais la règle suivant laquelle il faut déterminer la capacité par le statut personnel doit recevoir un correctif en vertu de l'idée d'ordre public. La loi territoriale du pays où une personne morale prétend exercer des droits doit intervenir pour faire respecter les dispositions d'ordre public applicables à tous ceux qui vivent sur le territoire (4).

(1) Pillet : *Le droit international* Clunet 1893 p. 327.

(2) Pillet, *op loc.*

(3) D. 1847. 2 171.

(4) Voyez jurisprudence anglaise Dicey : *Statu personnel* trad, Sotiquart p. 436.

Ainsi une personne morale étrangère ne pourra pas acquérir des immeubles ruraux en Roumanie, car l'article 7 § 5 de la constitution roumaine, qui est d'ordre public s'oppose à l'acquisition dans ce pays de tels biens par les étrangers.

Une autre disposition intéressante (1) de la législation roumaine que je veux signaler, est celle contenue dans le nouveau code de procédure roumaine de 1900. Ce code dans l'article 66 alinéa 2 dispose que « les personnes morales peuvent ester en justice, si elles ont la capacité d'après la loi roumaine, même si la loi de leur pays les déclare incapables »

L'alinéa 3 de son côté déclare que « le droit d'ester en justice ne contient pas en soi la capacité d'exercer les autres droits ».

Cette disposition est nouvelle, elle n'existait pas dans l'ancien code de 1865 et elle paraît avoir été inspirée par l'article 53 du code de procédure allemand qui s'exprime ainsi « L'étranger et considéré comme capable d'ester en justice quand cette capacité lui appartient d'après la loi du tribunal devant lequel il plaide, même s'il était incapable d'après la loi de son pays ».

Ces textes sont une application aux personnes morales étrangères en Roumanie et aux étrangers

(1) Cette disposition ne s'applique pas aux sociétés commerciales.

en Allemagne d'une conception autre que celle que nous avons soutenue. Ils appliquent en effet le statut réel.

Mais il importe d'observer que ces dispositions législatives n'ont entendu se prononcer que sur le droit d'ester en justice des étrangers ou des personnes morales étrangères. Au contraire, ce texte roumain que nous avons cité s'occupe de l'exercice des autres droits et il nous dit expressément que la capacité relative à l'exercice de ces autres droits est en dehors de la réglementation de l'alinéa 2. Le texte allemand semble implicitement adopter une pareille solution (1).

*
* *

Tout ce que nous venons de dire concerne l'exercice des droits des personnes morales étrangères dans le domaine du droit privé.

(1) M. Dissesco, l'auteur du code de procédure de 1900 a voulu, par cette innovation, mettre sur un pied d'égalité les personnes morales nationales ou étrangères en ce qui concerne le droit d'ester en justice et l'exercice des droits civils (Bouzdougan p. 72) Il n'a pas voulu faire une situation privilégiée aux personnes morales étrangères. Si la personne morale nationale ne put exercer des droits qu'en vertu d'une loi, il en est de même de la personne morale étrangère (Bouzdougan p. 73)

L'aspect de la question change si l'on envisage l'exercice de l'activité publique. Il est incontestable que la personne morale constituée dans son pays d'origine en vue d'une fonction publique ne peut exercer cette dernière à l'étranger. Car cette fonction se trouve en intime corrélation avec la souveraineté locale. Un État ne souffrira pas, généralement, qu'une institution étrangère exerce dans son domaine une activité publique (1).

Observons d'ailleurs qu'en ce qui concerne les institutions d'utilité publique, la personne morale peut exercer ses fonctions aussi bien qu'une personne physique, sous cette condition que l'État les jugera nécessaires ou opportunes dans l'intérêt de la collectivité nationale. Rien ne s'oppose, en principe, à ce qu'un État admette une personne morale étrangère à l'exercice d'une semblable activité. Souvent il sera le premier à en reconnaître l'utilité. C'est ce qui se produira lorsqu'une institution étrangère aura, par exemple, pour but de combattre un fléau, de veiller à l'État sanitaire et à l'hygiène.

(1) Cela se voit cependant dans l'empire ottoman. Cf. le informations données à ce sujet par Michaud, *op. cit.* p. 329 T. 2 et Arminjon : *Etrangers et protégés dans l'Empire ottoman*, 1903, p. 219.

DE LA NATIONALITÉ DES PERSONNES MORALES

La nationalité des personnes morales est une question aussi intéressante que discutée. La doctrine est presque unanime à reconnaître une nationalité aux personnes morales. Mais cette conception a été résolument combattue par Laurent (1). Cet auteur, après avoir discuté l'application de l'article 3 aux personnes morales, après avoir critiqué notamment une décision de la Cour de Cassation de Belgique (2), en arrive à se prononcer directement sur la question de nationalité. D'après lui, les personnes morales ne peuvent pas avoir de nationalité; on ne peut pas dire qu'elles sont françaises, italiennes ou allemandes.

Cette thèse demeura isolée. Et les auteurs professant les doctrines les plus divergentes sur la nature juridique de la personne morale, par exemple, MM. Weiss et Michaud, soit d'accord pour reconnaître aux personnes morales une nationalité.

(1) Laurent. *Principes de droit civil*, T., I. p. 401.

(2) D. 1847. 2. 171.

Qualifier celles-ci d'étrangères, n'est-ce pas leur attribuer une nationalité? Il est inexact de dire qu'elles ne possèdent pas d'État ; elles en ont un, mais diffèrent de celui des personnes physiques. La différence vient de leur nature. Ce sont des établissements doués de la personnalité en vue d'un but déterminé et sous le contrôle de l'autorité publique (1). Les éléments qui déterminent leur capacité (but, règles de leur activité, restrictions dont elles sont l'objet sont suffisants pour leur fournir un État.

Puisque la personne morale a un État, on peut parler de sa nationalité qui est un attribut de l'État.

Mais au moyen de quel criterium déterminera-t-on cette nationalité?

Sur ce point, les avis sont très partagés. Pour les partisans de la fiction la nationalité de la personne morale sera déterminée par celle de l'État créateur (3). Mais cette manière de voir n'est pas susceptible d'une application générale; elle ne cadre pas avec les sociétés commerciales qui peuvent être, dans la plupart des pays, constitués sous autorisation de l'État. Il arrive même que l'autorisation intervient pour les

(1) Lainé, p. 285. Clunet 1893.

(2) Weis, *Traité théorique et pratique de droit international privé*.

(3) Michaud, *op. cit.* T. 2. *Nationalité des personnes morales*.

personnes morales étrangères et non pour les nationales. D'ailleurs la théorie de la fiction exigeant une reconnaissance dans chaque pays ou la personne morale veut exercer des droits il en résulte plusieurs nationalités (1).

Dans la théorie de la propriété collective (2) ou de la fiction doctrinale (3), le problème de la nationalité de la personne morale ne se pose pas.

La personne morale n'existe pas.

Comme entêté à part. Sa nationalité ne sera donc rien autre chose que la nationalité des sociétaires ou des associés qui la composent ; si ceux-ci sont de plusieurs nationalités, il faudra considérer la majorité.

Cette conception n'est pas non plus satisfaisante. Comment déterminera-t-on la nationalité d'une société anonyme, puisque les Sociétaires sont inconnus ?

M. Michaud a présenté une autre théorie (4). D'après lui, il faut s'adresser à un criterium différent pour chaque catégorie de personnes morales.

La première catégorie comprendrait l'État et ses subdivisions territoriales, ainsi que les établissements publics. Dans la seconde, il faudrait ranger les éta-

(1) Michaud, *Revue de la personnalité*.

(2) Planiol, *op. cit.*

(3) Vareilles-Sommières, *op. cit.*

(4) Michaud, *op. cit.* p. 2. I. 349.

blissements privés, tels que la société, l'association et la fondation.

La question de la nationalité ne se pose même pas pour certaines entités de la première catégorie. Il est hors de doute que l'Etat a une nationalité et qu'il en est de même de ses subdivisions territoriales qui en sont parties intégrantes.

Quant aux établissements publics, ils sont des fondations de l'État, du département ou de la Commune; leur nationalité va donc se modeler sur celle de l'institution territoriale qui leur a donné naissance (1).

Mais, en ce qui concerne les institutions d'ordre privé, il faut chercher rationnellement quelle nationalité doit leur être attribuée, et dans quelle mesure les parties peuvent la choisir (2). M. Michaud trouve qu'il est préférable de prendre le siège social comme criterium. Car c'est là que la personne morale agit,

(1) En principe ces fondations ne peuvent exister que sur le territoire de l'État qui leur a donné naissance (Michaud, *op. cit.* p. 329); on pourrait donc dire qu'en principe le siège social de ces établissements déterminera leur nationalité. Mais il y a des exceptions, notamment dans l'Empire ottoman.

(2) Pour les Sociétés, on a proposé aussi comme criterium le principal centre d'exploitation (Lyon-Caen, *Traité*, t. 2, n° 1167) ou le pays de souscriptions du capital (Thaller : *Annales de droit commercial*, 1890).

exprime ses pensées et ses volitions, par ses principaux organes (1).

Cette règle doit s'appliquer non seulement aux sociétés, mais encore et a fortiori aux associations et aux fondations, car, pour ces dernières, nous n'avons pas à hésiter entre le siège social et le centre d'exploitation qui coïncidait généralement (2).

DU DROIT DE L'ETAT TERRITORIAL D'INTERVENIR

Nous avons établi que la personne morale a les éléments spécifiques d'un sujet de droit, qu'elle est une réalité qui s'impose dans le domaine du droit.

Mais il n'est pas contestable que l'Etat territorial a

(1) Michaud, *op. cit.* t. 2. 330.

Armingon : *Nationalité des personnes morales*. Revue de droit international 1902.

(2) Le principe a été accepté par de nombreuses décisions judiciaires.

Voyez D. 1897. 1.144.

Voyez D. 1904. 1.225.

Pour la jurisprudence allemande et suisse on trouvera des indications dans Michaud, t. 2 p. 331-333.

le droit de se défendre contre tout étranger qui porterait atteinte à ses intérêts. Toutefois, cet Etat doit agir avec prudence, se garder de l'arbitraire, éviter les interdictions inutiles ou injustes qui auraient une fâcheuse répercussion sur la situation économique et sociale.

Sur ce terrain des intérêts pratiques, MM. Lyon-Caen et Renaud (1) ont critiqué les dispositions du droit français relativement aux Sociétés.

« Il est exorbitant, disent-ils, qu'une société par actions, constitué conformément aux lois de son pays, n'ait pas en France de plein droit une existence loyale suffisante pour agir devant les tribunaux français, alors même qu'il s'agit d'opérations faites en pays étranger ». Cela est évident. Nous irions même plus loin et nous demanderions la possibilité d'agir pour ces sociétés même relativement au opérations accomplies en France.

Sur ce point les législations belge (2) et roumaine (3) sont plus satisfaisantes.

La loi belge reconnaît qu'une société légalement constitué dans un pays étranger peut faire des opérations en Belgique et se prévaloir de ses droits devant les tribunaux du pays (art. 128.) La juris-

(1) *Traité de droit Commercial*, t. 2. p. 580.

(2) *Clunet* 1884 p. 234 1888 p. 17 et 330.

(3) Cf traduction française du code de commerce roumain.

prudence roumaine, de son côté, donnant une juste interprétation des articles du Code de Commerce roumain (1), reconnaît que les sociétés étrangères ont le droit d'estimer en justice en Roumanie sous l'autorisation préalable du Gouvernement roumain. L'autorisation dont parle l'article 244 ne concerne que la constitution d'une succursale, ce qui est une autre hypothèse.

Mais l'État agirait légalement en interdisant à une société étrangère la poursuite d'un but contraire à ses intérêts essentiels. En cela, il ne fera que suivre sa finalité d'individualité sociale qui veut vivre et progresser.

Cela étant, admettons, qu'un Etat territorial repousse le principe libéral et exige une autorisation expresse des personnes morales étrangères pour que celles-ci puissent exercer leurs droits. Ce système aurait un avantage sur celui de la fiction, s'il était une manifestation du droit d'enquête policière de l'Etat. Une fois cette enquête faite, comme conséquence de la souveraineté de l'Etat, la personne morale autorisée sera réputée existante depuis le moment de sa création dans son pays d'origine.

Au contraire c'est pour des motifs de pure raison

(1) *Code de commerce roumain annoté* édition Roumain 1898 Cass. n° 8 p. 92.

que l'autorisation est requise dans la théorie fictioniste. Cette autorisation équivaut à une nouvelle création, elle tire la personne morale du néant dans le pays qui l'autorise. Donc aucune rétroactivité de l'autorisation ne saurait exister. La personne morale n'existe qu'à partir du moment de sa reconnaissance.

Prenons un exemple. Dans le procès Zappa, que nous avons étudié, la Compagnie ne pourra pas, même après la reconnaissance, réclamer le legs à elle fait; car, antérieurement à sa reconnaissance, c'est-à-dire à l'époque où s'ouvrait le droit ou legs, elle n'avait pas encore d'existence légale en Roumanie. La reconnaissance, d'après la formule fictioniste, n'a d'effet que pour l'avenir.

La doctrine fictioniste accorde de plein droit, par exception, la vie internationale aux États (1) et à leurs subdivisions. C'est une concession commandée par les nécessités internationales, mais elle est peu en harmonie avec la doctrine elle-même.

Au contraire la même solution cadre absolument avec la thèse libérale.

Pour celle-ci le libre développement de la personne morale étrangère ne peut être entravé par aucun motif purement rationnel, mais seulement en vertu du droit d'enquête policière de l'État territorial. Or, cette enquête ne pourra se faire à propos d'un État étranger. Car ce dernier n'aura pas l'in-

délicatesse de se conduire d'une manière hostile à l'égard de l'État qui lui donne l'hospitalité.

Une partie de la doctrine (1) soutient que ce régime de faveur ne s'applique, en dehors de l'État, qu'aux départements et aux communes qui vivent de la même vie que l'État. Quant aux institutions créées par l'État dans un but scientifique ou charitable, elles sont distinctes de l'État, leur création répond à des nécessités contingentes et arbitraires (2). Elles ne bénéficient donc pas du même régime favorable.

La doctrine de l'Institut de droit international s'accorde mieux avec l'idée de l'État moderne.

Elle accorde le bénéfice dont il s'agit à toutes les institutions publiques qui répondent à une véritable nécessité (3). Dans sa session de Copenhague, en 1897, il a décidé que « les personnes morales publiques reconnues dans l'État où elles ait pris naissance sont reconnues de plein droit dans tous les autres États (article premier).

(1) Laurent. *Droit civil international*. T. IV, p. 254. Weiss. *Traité* 2^e édit. T. 2, p. 459. *Idem*. *Consultation pour les héritiers Hagemoglu*, Paris, 93 p. 14.

F. Trib. consulaire des Pays-Bas au Caire, 8 mai 91, Clunet, 93, p. 450.

(2) Weiss, *loc. cit.* p. 459.

(3) Voyez en ce sens les arguments de l'opinion divergente de la Cour d'appel de Bucarest dans l'affaire Zappa. et Cour cassation. Belgique D. 1847.

L'institut en tire les conséquences suivantes (1) :

Dans le sens de la reconnaissance de plein droit de toutes les institutions publiques reconnues dans un Etat, nous trouvons aussi la Cour de Cassation de Belgique (Dalloz 1847, 21, 173).

« Attendu, dit-elle, qu'il n'a jamais été contesté que les Communes, hospices, établissements de bienfaisance, fabriques d'église, etc., conservaient dans leur rapport avec les habitants des pays voisins, leur qualité de personnes juridiques ; que si l'on peut

(1) II. « En conséquence, dans tous les cas, les personnes morales publiques étrangères ont le droit d'ester en justice comme demanderesses ou comme défenderesses devant les tribunaux de tous les États, par l'intermise de leur représentants ordinaires ».

« Elle sont représentées dans les actes de la vie civile conformément à leur loi nationale ».

III. « Elles sont capables d'acquérir soit à titre onéreux soit à titre gratuit, des meubles ou des immeubles situés hors de leur pays d'origine, sauf les restrictions suivantes.

IV. « Pour les acquisitions à titre gratuit, peuvent être exigées tout à la fois, les autorisations et conditions prescrites par les lois du pays du donateur ou du testateur, du pays dont relève cette personne morale et si il s'agit d'immeubles, l'autorisation du pays de la situation de ces immeubles ».

V. « Les acquisitions à titre onéreux faites dans un pays par une personne morale publique étrangère peuvent être soumises à l'autorisation exigée par la loi du pays dont elle relève et s'il s'agit d'immeubles, aux mêmes condi-

considérer ces établissements comme nécessaires dans l'organisation d'un Etat et comme existant sous des formes plus ou moins variées dans tous les pays civilisés... (1).

Une autre question relative aux établissements publics ou d'utilité publique est avisée par l'article 910 du code civil français et par l'art. 811 du code civil

tions et autorisations que les acquisitions à titre onéreux faites par les personnes morales similaires dans le pays où sont situés les biens acquis.

VI. Toutefois un état est toujours libre de soumettre à des conditions spéciales, non exigées pour les personnes publiques de cet état, les acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux de biens meublés ou immeublés situés sur son territoire, faites par des personnes morales publiques étrangères même de limiter par une loi la capacité d'acquérir de celle-ci ».

VII. « Les personnes morales publiques d'un pays ne peuvent pas créer, en dehors de ce pays, des établissements rentrant dans la sphère de leur activité, sans être munies des autorisations exigées par la loi territoriale pour la création des établissements similaires.

VIII. Les règles précédentes s'appliquent aux états étrangers comme aux autres personnes morales publiques. Il est toutefois recommandé par l'Institut comme une règle de courtoisie internationale utile aux bonnes relations des états, qu'un État, qui veut posséder d'une manière définitive un immeuble situé sur le territoire d'un autre État en prévienne celui-ci ». (*Annuaire de l'Institut de droit international* 1897 p. 307.

(1) Cf. aussi dans le même sens l'opinion divergente de la Cour d'Appel de Bucharest dans l'affaire Zappa. (Drep-tul 1896).

romain qui en est la reproduction. Ces textes décident que « les dispositions entre vifs ou par testament au profit des hospices, des pauvres d'une commune ou d'un établissement d'utilité publique n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par une ordonnance royale » (1).

Les établissements dont il s'agit ne sont pas incapables de recevoir, mais incapables d'accepter (2).

Ce régime n'est pas une innovation du droit moderne. Il a son origine dans le droit féodal (3) et, plus précisément, dans le droit fiscal. Il servait à compenser les bénéfices que le suzerain retirait de toute mutation de vassal. Le suzerain ne donnait cette autorisation que « moyennant finances » aux gens de main-morte (4). Plus tard ce bénéfice passa au roi. Mais comme beaucoup d'autres institutions, elle produit son caractère primitif, et devint une surveillance politique et administrative (5). Depuis elle n'a plus changé.

(1) Article 937 français : « Les donations faites au profit d'hospices, des pauvres d'une commune ou des établissements d'utilité publique seraient acceptés par les administrateurs de ces Communes ces établissements après y avoir été dûment autorisés, etc.

(2) Planiol, *op. cit.*, t. 3 p. 747 et 710.

(3) Planiol, t. 3, p. 711.

(4) Planiol t. 3, p. 711.

(5) *Idem.*

Cette prescription légale fut avec raison appliqué aux établissements publics et d'utilité publique étrangers.

La doctrine (1) et le Conseil d'Etat se sont prononcé en ce sens. Ce dernier déclare dans son avis du 12 janvier 1854, que d'après les travaux préparatoires l'article 910 ne répond pas seulement à un but tutillaire, mais qu'il est la consécration aussi du droit de souveraineté (2). La preuve s'en trouve aussi dans le caractère qu'a pris l'institution dans sa dernière phrase, sous l'ancien régime. La doctrine ajoute (3) que la réaction contre le danger de la main-morte, la protection des familles dignes d'intérêt contre les spoliations par la variété coupable ou le sentiment religieux ou philanthropique excessif qui sont le motif de l'article 910, sont aussi nécessaires lorsqu'il s'agit d'établissements étrangers que lorsqu'il s'agit d'établissements français. Elles le sont même davantage en ce qui concerne les premiers. Car on n'a pas pour eux, la consolation que le legs ou la donation profitera à la France (4).

Mais la règle de l'article 910 s'applique-t-elle à l'Etat étranger? Sur ce point, il y a contraversion.

On a soutenu l'affirmative. Sans doute, a-t-on dit,

(1) Lainé, p. 302, Clunet 1893. Weiss, *traité*, t. p, 2, 465.

(2) Weiss, t. 2, p. 465, Suen 1.855. 2. 000.

(3) Weiss, t. 2, p. 465.

(4) *Idem*.

la texte ne « s'adapte pas littéralement » aux legs faits au profit des Etats étrangers, « mais ce texte n'est que l'expression à l'égard de certaines personnes morales du principe que l'Etat n'entend pas laisser aux personnes morales la pleine liberté d'acquiescer à titre gratuit (1) ».

Il est inconcevable que l'Etat qui a voulu conserver sa souveraineté à l'égard de ces établissements y ait renoncé à l'égard des Etats étrangers (2).

L'opinion contraire, soutenue par M. Weiss (3) paraît meilleure. L'art. 910 établit une incapacité. Or les incapacités sont d'interprétation stricte. Ce texte ne vise que les établissements publics et d'utilité publique. Si une extension doit être faite aux établissements similaires afin de ne pas leur créer une position meilleure qu'aux institutions nationales, une semblable extension n'est pas possible pour l'Etat étranger, car on reconnaît unanimement que l'Etat étranger ne peut être compris dans la catégorie des établissements publics (4).

(1) Lainé Clunet p. 1 893, p. 302.

(2) Laine, p. 302; Clunet 1893.

(3) Weiss *Op. cit.*, t. 2 p. 467.

(4) L'établissement d'utilité publique est une institution procédant de l'initiative privée et à laquelle les pouvoirs publics, à raison des services d'ordre moral, intellectuel au charitable, qu'elle rend, a reconnu ce caractère (Weiss p. 2, p. 667 et Sirey 57. 1. 617. Sirey 1881-1-236. Sirey 83. 1. 384. Sirey 84. 1.300. « Les établissements publics font

A cela, on ajoute la considération des conséquences facheuses qu'entraînerait dans les relations internationales l'application de l'article 910 à l'État étranger. En effet, accorder l'autorisation serait consacrer la prise de possession sur le territoire, peut-être, par un ennemi de demain; ce serait surtout créer un dangereux précédent. Refuser l'autorisation serait un parti plus mauvais encore, car se serait faire preuve de suspicion, de défiance ou de mauvais vouloir et par suite amener des représailles, de la part de l'Etat étranger et aboutir finalement à un conflit diplomatique.

La meilleure solution est donc de laisser les Etats étrangers sous l'empire de droit commun. L'expérience a d'ailleurs montré qu'ils ont la sagesse de ne pas en abuser (1).

partie intégrante de l'organisation administrative ou se rattachent à certaines parties de cette organisation d'une manière intime. (Ducroq, *Cour de droit administratif* 7^e éd. p. 4. Voyez aussi Batbie : *Conférences de droit administratif*, t. 1, n^o 198 et Planiol, t. 1, p. 265). Les établissements publics sont des branches des services généraux de l'Etat, du département, de la Commune, qui ont été détachés de l'ensemble pour être érigés en organes doués d'une vie propre ».

(1) Weiss, *traité*, t. 2 p. 407.

Vu : Le Président

PILLET

Vu : Le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.	
Théorie de la personnalité fictive.	14
Théorie de la propriété collective.	21
Théorie de la réalité	28
Observations sur la doctrine et la jurisprudence roumaines	34
La doctrine en droit international : Théories de MM. Laurent, Weiss, Lainé, Pillet, Michaud, Fiore, Baudry, Vareilles et Sommières . . .	44
Jurisprudence. Thèse restrictive : Jurisprudence Belge, Française, Italienne, Russe et Roumaine	72
Quelques conséquences de la jurisprudence Rou- maine	97
Critique de la jurisprudence	102
Thèse libérale en jurisprudence	106
Conclusions	112

Paris. — JOUVE ET C^{ie}, 15, rue Racine.
